

n° 736 — 4 F

du 31 mars au 13 avril 77

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

dossier
la bande dessinée

les dernières

cartouches

de GISCARD

Directeurs politiques :
Christian Guerche — Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rubriques :

- **Où va la France ?** Léo Golberg,
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay
- **C'est aussi politique :** Michel Acidant

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - C. Deslhiat -
Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G.
Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Lau-
rent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mou-
sel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M.
Touan - F. Turquan -

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin -
Mathé

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux
Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :
566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,
Saint-Ouen.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F
pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout
changement d'adresse : joindre 3 F en
timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

- La gauche : mutations et perspectives. *V. Fay* P. 4
Appel pour une Fédération des élus autogestionnaires P. 5
Après les élections : l'enjeu essentiel. *Y. Craipeau* P. 6
La dernière cartouche. *F. Turquan* P. 7

Injustice

- Du minable à l'ennemi public n° 1. *M. Etienne* P. 8

Briser la chaîne

- Dockers : les enjeux de la solidarité P. 9
BNP : sanctions pour l'exemple. *PSU-BNP* P. 10

Dossier

- Bandes dessinées, dossier réalisé par Cl. Deslhiat P. 11
L'époque formidable de la bande dessinée P. 12
La BD sort de l'enfance P. 13
Filles de papier P. 13
Mandryka, Gotlib, Reiser et les autres P. 14

Luttes en classe

- Vincennes démantelée ? *M. Rebérioux* P. 15

Garde à vous-mêmes

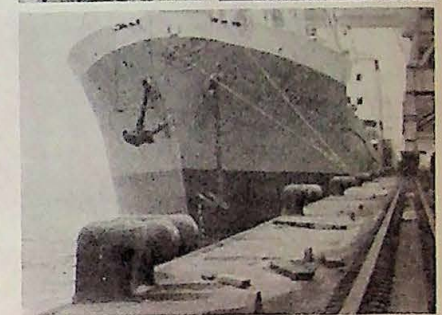
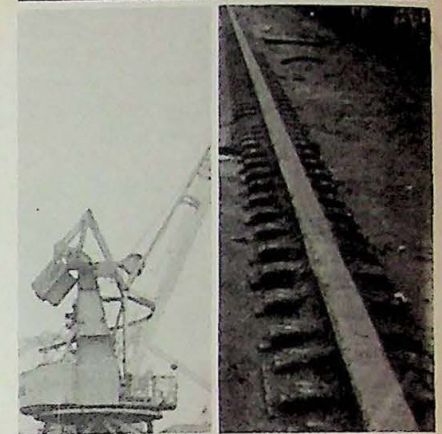
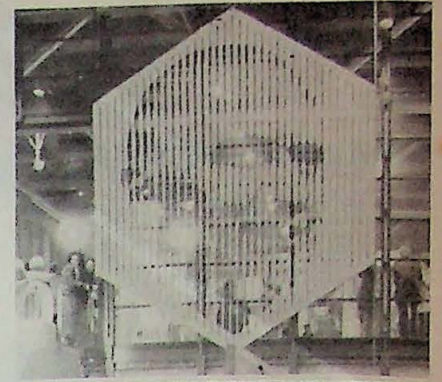
- Comités de soldats : contre l'Europe militariste. *G. Yverres* P. 16

Et pourtant elle tourne

- Grande-Bretagne : la cogestion parée des plumes du contrôle ouvrier. *Cl. Vancour* P. 18
Quest-ce qui fait courir l'URSS ? 2. Inquiétudes et réajustements. *J. Sanchez* P. 19
L'Uruguay à l'heure du cartérisme. *A. Labrousse* P. 20

Les armes de la critique

- Rencontre avec J.-L. Bory. Alors, ce sacré cinoche ? *F. Gastellier* P. 21
Un film : Lip, le goût du collectif P. 22
La télé. Points de vue. *R. Lanarche* P. 23
Courrier des lecteurs et concours photo P. 24



A nos lecteurs

Le prochain numéro de *Tribune Socialiste* ne paraîtra que le 14 avril. Des raisons financières nous contraignent à priver nos lecteurs de la lecture du journal durant le week-end de Pâques.

Vient de paraître
aux Editions SYROS

168 pages 39 Francs

CHRONIQUES DES ANNEES DE CRISE — 1976

à commander aux éditions Syros
9, rue Borromée 75015 Paris

avec des dessins de :

B. Ascal ; G. Biasi ; S. Birga ; M. Blondel ; P. Carre ;
H. Cuelco ; J. Dauriac ; J.P. Le Boul'ch ; I. Messac ;
G. Netto ; C. Pascarel ; E. Pignon-Ernest ; A. Woehl.

et des textes de :

D. Biga ; Y. Buin ; W. Cliff ; P. Delbourg ; C. Delmas ;
J.M. Gibbal ; O. Kaepelin ; A. Laude ; M. Moreau ;
B. Noël ; R. Pividal ; Rezvani ; V. Thérame ; P. Tilman ;
F. Venaille ; J. Villecrose.

**je désire prendre contact
avec le PSU**

Nom Prénom

Adresse

Ville Code postal

Profession Age

Bulletin à adresser au Parti socialiste unifié

9, rue Borromée, 75015 PARIS

les dernières cartouches de GISCARD

Subvertir la publicité

Matière crise : c'est un collectif réunissant des industriels, banquiers, cinéastes, chercheurs, scientifiques et publicistes.

Un peu comme dans l'acupuncture, ils recherchent et repèrent, dans le corps social, les points sensibles qui peuvent ébranler la société en utilisant contre elle ses propres armes. Ils plantent des coups d'épingles, et quand cela réagit, ils enfoncent le clou.

La publicité est, comme on le voit dans le conflit BNP, une arme de choix. Mais *Matière Crise* peut être, de par la diversité des professions et des opinions des membres qui le composent, un organisme multidimensionnel : agence de publicité, maison d'édition, clinique de scénario, office de diagnostic commercial, bureau d'études. A la demande des groupes de travailleurs, syndicats, mouvements politiques, *Matière Crise* peut procéder à toutes études et réalisations d'actions, utilisant par exemple le détournement de publicités pour dégrader ainsi les images de marques de sociétés en situation conflictuelle avec leurs salariés.

Ainsi, en entretenant l'événement par une action suivie de relations publiques au service des salariés en lutte, (les grands média ont parlé du conflit) on peut s'orienter vers le processus de décomposition des institutions.

F. C. ■

éditorial

alternance ou alternative ?

LA V^e République a débuté par un machiavélique « je vous ai compris ». Le narcissique « vous m'avez compris » de lundi dernier marque une nouvelle étape dans sa lente, un peu trop lente agonie.

En croyant protéger son héritage institutionnel par une nouvelle réhabilitation de la fonction présidentielle, Giscard ne fait qu'ajouter une péripétie supplémentaire aux multiples combinaisons qu'il essaye depuis un an, sans jamais se tenir à aucune. Nous avons vu défiler successivement : le Premier ministre coordinateur de la majorité, version Chirac ; le même, version Barre ; le triumvirat Guichard-Ponia-Lecanuet ; la double coordination concurrentielle entre le consul à l'économie et le tribun de la plèbe. Nous avons maintenant le gouvernement technicien pour la gestion, et le pacte des politiques pour le tintamarre.

Il ne faut pas être excessivement exigeant pour voir un respect de l'esprit de la Constitution de 1958 dans le fait qu'au milieu de cet exécutif à têtes multiples et rotatives, le président de la République parvienne à surnager. Une telle situation devrait conduire les partis signataires du Programme commun à réexaminer leur attitude si respectueuse à l'égard des institutions actuelles : alors que l'édifice qu'elle a toujours contesté est ébranlé par ses propres partisans, ce n'est pas la gauche qui va se préoccuper d'en colmater les brèches. Ni dire qu'il n'y a qu'à laisser faire, qu'il suffira de ramasser en 1978 une situation constitutionnelle pratiquement modifiée ; une telle passivité est en réalité lourde de deux dangers.

FAIRE l'impasse sur le problème institutionnel par souci de rassurer l'électorat et sa crainte supposée de « bouleversements » était une attitude très contestable, mais à la rigueur explicable dans une logique réformiste lorsque ces institutions fonctionnaient correctement, apparaissaient comme un gage de stabilité. Aujourd'hui, la même attitude risque de produire les effets contraires. Point n'est besoin d'être juriste pour se demander comment un système qui fonctionne de plus en plus mal avec ceux qui l'ont créé va pouvoir accueillir ceux qui l'ont combattu. Cette question, beaucoup se la posent, et ce ne sont pas les protestations légalistes qui vont les rassurer.

Bien plus, il faut lire avec précision l'enchaînement de l'allocution de Giscard. Le choix de 1978 sera respecté, dit-il ; et Gaston Defferre d'applaudir. Mais cette déclaration vient après le développement sur la vieille ruse de notre histoire, qui précipite les Français aveugles dans des catastrophes qu'ils découvrent trop tard. Heureusement, ils ont aujourd'hui un grand pédagogue, qui veut bien leur laisser faire un temps l'expérience de leurs erreurs, pour mieux les remettre sur le droit chemin. Voilà l'alternance selon Giscard : le moyen de se rétablir. Théoriquement, la Constitution lui en donne toujours les moyens. Et si ça ne marche pas, il reste la droite autoritaire mobilisée derrière Chirac.

AUSSI ne faut-il pas trop s'arrêter à ce que peut avoir de dérisoire et d'inefficace à court terme le dernier scénario politique imaginé à l'Élysée, ou même se contenter d'attendre que ça se dégrade un peu plus. Certes, en ce domaine, il n'y a pas grand risque à faire des prévisions. Au moment où l'indice des prix sort brusquement de sa léthargie préélectorale, où les échecs intérieurs et extérieurs s'accroissent, on peut redouter beaucoup plus une recrudescence de l'agression contre les travailleurs que des succès économiques des nouveaux techniciens du jour. Mais justement : les forces populaires ne peuvent se contenter de se laisser attirer par le vide d'en face. L'année dernière, les Italiens constataient que ce n'était pas la gauche qui allait au pouvoir, mais le pouvoir qui allait à la gauche. On sait où ce genre de magnétisme les a conduits.

Non. Il faut dès maintenant des objectifs précis qui démontrent concrètement, face à la propagande de la droite, les possibilités ouvertes, bien au-delà d'un simple changement d'équipe, par une victoire de la gauche. Il faut préparer les bases de la mobilisation populaire, en commençant par la relance de l'action contre le plan Barre après le désaveu qui lui a été infligé par la vraie majorité. Il faut une force politique capable de joindre objectifs et mobilisation à travers la stratégie autogestionnaire et unitaire. Elle existe potentiellement. A nous d'en faire une réalité.

Michel MOUSEL ■

humeur:

appel aux vandales...

Savez-vous qui est M. Decaux ? C'est le jeune P-DG-jeune-loup-qui-a-réussi dans la vie en inventant les abribus que l'on trouve à Paris et dans un certain nombre de villes de province. L'idée géniale de ce monsieur a été d'offrir les abris-bus aux municipalités, y compris celles de gauche, qui lui permettent en échange d'y vendre de la publicité pendant une trentaine d'années tandis que la ville paye l'entretien des abris. Un vrai pactole. Emporté par sa réussite, le Decaux a réussi à convaincre plusieurs municipalités de faire encore mieux en matière de, c'est comme cela que l'on dit, mobilier urbain.

Moyennant quoi, depuis quelques temps, toujours à Paris mais aussi à Saint-Etienne et ailleurs, on voit fleurir d'énormes panneaux qui bouchent la vue et les rues en diffusant de la publicité. Je n'en dis pas plus ; ceux qui ont ça sous les yeux savent de quels monstres je parle. Pour amadouer les édiles, Decaux leur a d'ailleurs casé d'autres panneaux plus petits qui s'ajoutent aux premiers. L'astuce du monsieur, c'est d'offrir une petite surface d'information culturelle et autre à la ville à côté de ses plantureux espaces publicitaires. Et en plus, il donne l'heure : quel mécène !

Ce type fait fortune en défigurant les villes. Affolé par la perspective d'un changement de majorité éventuelle au Conseil municipal de Paris, Decaux a accéléré la pose de ces horreurs dans les jours qui ont précédé les municipales. Pratiquement, un matin, Paris s'est réveillée avec ces énormes verrues. Des verrues dont l'installation a été décidée à 2 heures du matin, le 30 juin dernier, devant un Conseil municipal somnolent. Pour la simple et bonne raison que le Decaux en question est un grand ami du RPR.

On ne va quand même pas supporter ces horreurs pendant 30 ans ! On ne va pas supporter la publicité hideuse de ce type pendant 30 ans ! On ne va pas le laisser bouffer nos villes sans réagir. Car le bonhomme a d'autres projets. Il faut agir, il faut se révolter contre l'outrecuidance de cet individu. Il faut lui bousiller ces trucs, il faut jeter des pierres dedans, il faut les barbouiller de peinture, il faut coller nos affiches dessus, il faut les passer au goudron, il faut les mettre en miettes. Il suffit de ne penser qu'à cela à chaque fois que l'on se balade dans les rues la nuit. Il ne vont pas mettre un flic au pied de chaque panneau !

Alors sus aux horreurs de Decaux, faisons notre justice nous même, décourageons le de poser ce qui reste à poser, usons les derniers pavés, ressortons les lance-pierres, gâchons de la bonne peinture verte, détournons les pour y inscrire nos slogans contre la mise à sac des villes.

Faites quelque chose, ne me laissez pas seul chaque nuit, face à ces saloperies, jamais je n'y arriverais !

Il faut que les écologistes et d'autres groupes s'attaquent à ce petit objectif, il faudrait que tout le monde s'en prenne à ce mobilier urbain de merde pour faire la démonstration, simple, nette sans bavure de ce que nous ne voulons plus dans nos villes.

A vos cailloux !

C.-M. VADROT ■

NDLR : Bien entendu, nous tenons à préciser que nous désapprouvons entièrement cet appel totalement irresponsable de notre camarade Vadrot.

où va la France ?

la gauche : mutations et perspectives

La victoire spectaculaire de la gauche aux élections municipales, à laquelle le PSU a pour sa part contribué, a masqué en partie les profondes modifications survenues dans les deux camps. La défaite de la droite n'a fait qu'aggraver ses divisions, confirmé l'impuissance de Giscard, l'effacement du centre, mis en évidence la volonté des forces principales de la bourgeoisie de se rassembler autour d'un « chef musclé », résolu à barrer à la gauche le chemin du pouvoir.

L'évolution de la gauche a été tout aussi sensible en tout cas. Le PCF a récolté les fruits de son XXII^e congrès, après une période de piétinement. Il

fait désormais moins peur, n'est plus considéré comme une « force de subversion », mais comme un parti qui, plus à gauche certes que le PS, ne

possède rien de fondamental qui le différencie des autres organisations ouvrières. La politique d'ouverture de Marchais s'est donc avérée efficace.

La composition sociale du PCF a d'ailleurs changé. Le grand parti des travailleurs, n'est plus seulement un parti ouvrier. Il a su s'implanter dans les classes moyennes salariées, parmi les intellectuels, les jeunes et, malgré ses réticences, parmi les femmes en lutte pour leur émancipation familiale et sociale. Cette mutation, explique ses succès électoraux et lui permet de combler son retard par rapport au Parti socialiste.

S'il est vrai qu'on a toujours la politique de ses adhérents, comme on a le recrutement de sa politique, on ne s'étonnera pas que le PCF attire aujourd'hui beaucoup moins qu'autrefois les ouvriers les plus combattifs qui s'effacent peu à peu devant les « nouveaux communistes », moins crispés, plus ouverts au dialogue, plus tournés vers la réforme et la gestion. D'où le glissement du Parti vers des positions

modérées et d'ex-PSU, qui ont pris ses engagements au sérieux. Ce gauchissement apparent, cette orientation vers les nouvelles couches de travailleurs ont contribué à créer l'illusion que d'un parti social-centriste il deviendrait un véritable parti socialiste, résolument tourné vers les réformes de structure.

Cette période de gauchissement n'a pas duré. La crise et l'impuissance de la droite ont dressé contre le gouvernement toute une clientèle centriste qui n'avait d'autre choix que celui de rejoindre la gauche dans sa composante la plus rassurante. C'est le Parti socialiste qui a capitalisé ces voix « errantes » à la recherche d'une politique plus favorable à leurs intérêts.

En présence de l'afflux de ces forces nouvelles, encore imprégnées de l'idéologie bourgeoise, le PS a été amené à atténuer les aspects du Programme commun, contre lesquels portaient les attaques de la droite, à savoir les nationalisations et les institutions de la V^e République. Une récente enquête a montré que de nombreux ex-giscardiens, devenus électeurs socialistes, sont opposés aux nationalisations et prêts à voter pour Giscard en cas de besoin. Ils veulent être rassurés quant aux projets de la gauche ; le PS, pour se les attacher, s'efforce de leur donner les apaisements attendus.

Cette recherche d'une clientèle ex-centriste, catholique et radicale, s'est reflétée dans la propagande socialiste, de plus en plus réformiste et modérée ; comme d'ailleurs la quête des voix ex-gaullistes s'est reflétée dans la propagande communiste, de plus en plus légaliste et patriotique. Elle contribue au maintien du régime intérieur du PCF en vue d'intégrer les nouveaux venus. Elle permet à Mitterrand de donner au PS une structure de type présidentielle, d'imposer son autorité personnelle au-dessus des tendances, d'y soumettre la tendance de gauche ou, au besoin, de la briser. Ce déplacement des voix centristes a entraîné les partis de gauche vers des positions qui soient acceptables pour leur nouvelle clientèle électorale. Ce faisant, ils subissent les effets de ce déplacement en abandonnant une partie du terrain qu'ils ont toujours occupé, en gommant certains thèmes de leur propagande et même de leur programme.

un nouveau champ politique ?

Ce terrain s'offre à ceux qui se sentent à l'étroit dans le cadre des plates-formes et organisations existantes, qui ne se croient pas engagés par le Programme commun de la gauche. Tout en se dressant contre la droite, ils n'accordent aux partis de gauche qu'une confiance limitée. Ce sont eux qui ont voté pour les écologistes et, dans une moindre mesure, pour l'extrême gauche ; là surtout où le PSU n'apportait pas sa caution à la gauche unie. Ils attendent, semble-t-il, une expression plus adéquate et plus durable de leur volonté de changement de société et de leurs conditions d'existence. Il est possible que

ces voix « errantes »

Son adhésion purement verbale à l'autogestion lui a permis d'obtenir le concours d'un certain nombre de



Photo Maillac

LIBRAIRIE

Spéciale « élections municipales »

● EDITIONS SYROS

Louviers : sur la route de l'autogestion ? Ch. Wargny 18,00

● EDITIONS LE CERF

Les femmes à la mairie. Nous conseillères municipales 20,00

● EDITIONS OUVRIERES

La politique locale des transports : F. Troger 25,00

L'action culturelle et le budget municipal, J. Verpraet, A. Lefebvre 29,00

L'information dans la cité, R. Beaunez et F. Kohn 30,00

La commune, son budget, ses comptes, F. Giquel 32,00

Le conseil municipal, le maire, les adjoints, J. Fonteneau 16,00

La commune et l'environnement 21,50

Pour tout achat de F 100,00 minimum

REMISE 10 %, expédition franco

Adresser la commande accompagnée du règlement à :

EDITIONS SYROS : 9, rue Borromée, 75015 PARIS - CCP 19 706 28
PARIS



LE PROFIT TUE LA VIE



ce nouveau champ politique soit provisoire, que ces voix se polarisent vite, qu'elles soient récupérées par l'Union de la gauche, grâce à la prise en compte de leurs aspirations et objectifs, qui ne figurent pas dans le Programme commun et qui pourraient y être intégrés à la suite d'une négociation avec l'ensemble des forces autogestionnaires, les écologistes compris. Une telle issue est possible, elle n'est pas certaine.

Car le nouveau champ politique correspond plus ou moins à un nouveau champ revendicatif, dépassant les formes d'action et d'organisation traditionnelles, faisant surgir des embryons de démocratie directe, de contrôle ouvrier et populaire, autrement dit exprimant l'aspiration encore vague mais déjà profonde à l'autogestion.

Tendance large et diffuse, dont la projection électorale est loin de refléter l'image. Il importe de préciser davantage ses contours, d'élaborer les formes organisationnelles aussi souples et ouvertes que possible. Toute tentative d'imposer une structure préétablie, un corset étroit, ferait capoter ce qui se dégage à peine et chercher à trouver au sein de la gauche unie sa place et sa forme particulières.

faciliter l'émergence

Le rôle du PSU est de faciliter et d'accélérer l'émergence de ce courant. Notre parti, en participant aux listes communes de la gauche, a su garder son originalité; tout en promouvant l'unité d'action la plus large des forces populaires. Avec un millier d'élus, dont quelques quatre cents dans les villes de plus de 30 000 habitants, il a affirmé sa présence dans nombre de municipalités conquises par la gauche. Il a fait connaître sa charte communale, ses projets concrets et ses méthodes d'intervention sur le terrain. Il s'agit d'intégrer ce courant, encore confus, dans le mouvement ouvrier global, de réunir non seulement ceux qui ont « décroché » de l'Union de la gauche, mais aussi ceux qui lui ont donné leurs voix sans lui accorder toute leur confiance; de reprendre contact avec

les écologistes, de nouer des liens avec les groupements nationalitaires, autrement dit d'unir toutes les forces de renouveau politique et social.

Il est possible dès maintenant de soutenir les tendances à la décentralisation administrative, économique et culturelle, de distendre le carcan étouffant de la bureaucratie parisienne, d'assigner aux municipalités de gauche des tâches nouvelles, de les soumettre au contrôle des comités de quartiers, d'usagers, de chômeurs, etc; bref, d'en faire des foyers de contestation et d'initiative populaire.

personne ne fera de cadeaux !

Les élections législatives sont déjà en vue. Il est possible qu'une réforme du mode de scrutin intervienne à bref délai, puisque la gauche majoritaire dans le pays profiterait du scrutin majoritaire, favorable jusqu'ici à la droite. Quoi qu'il advienne, une compétition acharnée s'engagera à deux niveaux: entre les deux courants de la droite, l'un autoritaire, l'autre libéral; entre les partis socialiste et communiste au sein de la gauche. Personne ne fera de cadeaux !

Le PSU a pu s'insérer dans l'Union de la gauche en lui apportant souvent un appoint nécessaire. Il lui faudra mener la lutte sous son propre drapeau, combattre l'attentisme préélectoral, soutenir les actions revendicatives qui s'annoncent. Il ne parviendra à s'imposer qu'à condition de réunir le courant autogestionnaire très large, à plate-forme limitée et précise, axée sur la lutte contre le danger nucléaire, la militarisation de la société, la défense de l'environnement, etc. Il importe que ce courant aille à la bataille législative uni et non dispersé; qu'il puisse montrer sa force non seulement virtuelle mais réelle; que, dans l'arène sociale comme politique, il affirme sa présence non pas *contre* mais *dans* l'union de gauche, présence ouvrant aux masses des perspectives exaltantes et nouvelles.

Victor FAY ■

appel

pour la création d'une fédération nationale des élus autogestionnaires

En élisant, en mars 1977, une majorité de conseillers municipaux se réclamant de la gauche, les travailleurs de ce pays ont clairement répondu à tous ceux qui, depuis un siècle, ont tenté de leur expliquer que les institutions locales sont « apolitiques ».

En portant à la mairie un nombre important de conseillers se réclamant d'une orientation et d'une pratique autogestionnaires, ils ont également manifesté leur volonté de rompre avec une conception paternaliste — de droite comme de gauche — de la gestion communale et de contrôler étroitement l'activité de leurs élus.

C'est dans cette perspective que nous appelons tous les élus résolus à mener leur mandat selon ces principes, à se rassembler au sein d'une **FÉDÉRATION NATIONALE DES ÉLUS AUTOGESTIONNAIRES**.

Une telle organisation ne doit en aucun cas fonctionner comme une « courroie de transmission » de tel parti ou tel mouvement. En particulier, aucune condition d'adhésion à un parti politique n'est requise pour être admis au sein de la Fédération qui s'organise librement sans directives ni tutelle. Seule, la volonté affirmée :

- de soumettre l'exercice du mandat électif au contrôle populaire, en l'aidant au besoin à s'exprimer;

- de susciter la prise en charge par les travailleurs et les habitants eux-mêmes de la gestion de leurs affaires;
- de préparer les conditions de l'instauration en France d'une démocratie socialiste autogestionnaire;

conditionne l'adhésion à la Fédération.

La création de la Fédération nationale des élus autogestionnaires :

- en concourant à la diffusion des idées socialistes autogestionnaires par tous les moyens (imprimés, audio-visuels) qu'elle estime appropriés;
 - en assurant l'échange des expériences entre adhérents;
 - en soutenant les actions locales suscitées ou appuyées par les adhérents;
 - en assurant l'information et la formation des élus sur tous les problèmes les concernant;
- permettra de donner tout son sens et sa pleine efficacité à l'activité des élus autogestionnaires. ■

signataires de l'appel

Bernard Castagner, maire de Coupvray (Seine-et-Marne); Jacques Compère, adjoint à Nîmes (Gard); René Delpui, adjoint à Saint-Dizier (Haute-Marne); Roger Charlat, adjoint à Saint-Etienne (Loire); Maurice Voiry, maire de Le Guillac-de-l'Auche (Dordogne); Hubert Raffin, conseiller à Villard-d'Héry (Savoie); Claude Sylvestre, conseiller à Reims (Marne); Ginette Vion, conseillère à Vitrolles (Bouches-du-Rhône); Jean Gires, adjoint à Saint-Lô (Manche); Gisèle Poignet, conseillère à Alençon (Orne); Raymond Goury, adjoint à Vouziers (Ardennes); Robert Picq, conseiller à la Charité-sur-Loire (Nièvre); Paul Reguer, conseiller au Havre (Seine-Maritime); Micheline Antonacci, adjointe à Bourg-en-Bresse; André Coisne, adjoint à Roubaix (Nord); Gilbert Henry, maire de Rougiers (Var); Marie-Thérèse Chassan, adjointe à

Marle (Aisne); Annie Vallet, conseillère à Modane (Savoie); André Cousin, maire de Saint-Laurent-sur-Saône (Ain); Roger Winterhalter, maire de Lutterbach (Haut-Rhin); Gérard Pringot, adjoint à Sarcelles (Val-d'Oise); Alban Jacquin, adjoint à Antony (Hauts-de-Seine); Michel Jousset, adjoint à Joinville-le-Pont (Val-de-Marne); Michèle Bouichou, conseillère à Sevran (Seine-Saint-Denis); Bernard Tarillon, conseiller à Yutz (Moselle); Bernard Girardot, adjoint à Besançon (Doubs); André Jondeau, conseiller à Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne); Jacques Brunstein, adjoint à Colombes (Hauts-de-Seine); André Cuzon, adjoint à Angoulême; Gérard Garrel, adjoint de la Queue-en-Brie; Daniel Dayot, adjoint de Villeneuve St-Georges; Gilles Requillé, conseiller à Nanterre; Robert Guédé, conseiller à Paimpol (Côtes-du-Nord). ■

NOM PRENOM

ADRESSE TEL :

MANDAT ELECTIF COMMUNE

Donne son adhésion à la fédération nationale des élus autogestionnaires
Date et signature,

BULLETIN A RETOURNER à la Fédération nationale des élus autogestionnaires c/o Librairie « La Beluga », 5, rue d'Arras, 75005 PARIS, tél. : 633.33.56.

Un congrès constitutif de la Fédération sera organisé les 21 et 22 mai 1977.

après les élections : l'enjeu essentiel

Toute la presse a souligné la victoire électorale de la gauche. Il est de plus en plus probable qu'elle l'emportera aux législatives. Le Parti socialiste voit désormais son électorat constitué pour un cinquième d'anciens électeurs de Giscard qui affichent des positions modérées (1). Si l'on en croit Pfister, il se prépare à gouverner en mettant au pas son aile gauche (2). Il n'a pas hésité déjà à exclure la majorité de sa section de Toulon, coupable de refuser de se ranger derrière l'amiral Sanguinetti. C'est dire en quel sens il cherchera demain à gouverner.

Mais il est un autre enseignement majeur des élections municipales : l'importance des votes anticapitalistes qui s'expriment indépendamment de la gauche traditionnelle. On pouvait penser que, dans des élections bipolarisées comme elles ne l'ont jamais été dans le passé, les listes autonomes auraient été écrasées. Il n'en a rien été. Leurs scores ont dépassé ceux du PSU à l'époque où il se présentait en l'absence du PS.

La grande presse s'est employée à masquer cette émergence des listes autonomes : elle a centré son attention sur l'« explosion verte » où elle a vu la manifestation d'une mode folklorique ; elle a marqué parfois sa surprise des résultats de l'extrême gauche et passé sous silence ceux des listes autogestionnaires. Tout cela, pour ces Messieurs, ce sont des listes « marginales ». Marginales, elles le sont, en effet, en ce sens qu'elles ne l'ont emporté que dans quelques villes petites ou moyennes, comme Louviers. Mais peut-on parler de listes marginales quand elles représentent, seules ou ensemble, 9 % à Rennes, 9,5 % à Saint-Ouen ou Montbéliard, 10 % à Vénissieux, 11 % à Grenoble, 12 % à Lille, Lyon, Belfort, Clermont-Ferrand ou Orléans, 13 % à Paris, 14 % à Montpellier ? Quand les listes autogestionnaires égalisent presque les listes d'union de la gauche à Bron, Saint-Lô ou Morlaix ?

la signification des listes autonomes

Nous nous trouvons en présence d'un phénomène global qu'il nous faut apprécier. Bien entendu il ne s'agit pas d'un mouvement politique homogène. Il se manifeste sous trois formes dissemblables et, à première vue, étrangères entre elles.

La plus ambiguë est celle des listes écologistes. Il faut mettre à part les listes locales de défense de l'environnement ou les listes « modérées » qui récupèrent les thèmes écologiques, comme à Nice. Les listes des *mouvements* écologistes manifestent, elles, le refus des conséquences du capitalisme sur la vie quotidienne, la volonté de voir « changer la vie », la

défiance à l'égard des jeux politiques, y compris de l'union de la gauche ; leurs scores ne dépendent guère de la précision plus ou moins grande de leur engagement politique. Leur électorat vient surtout de la petite bourgeoisie ; mais il s'est reporté massivement sur les listes d'union de la gauche, levant ainsi l'équivoque entretenue par les mass médias et par certains responsables écologistes.

De leur côté, les listes « le pouvoir aux travailleurs » (LCR-LO-OCT) n'ont pas seulement, presque partout, dépassé de loin les résultats habituels de l'extrême gauche (5,4 à Lille et Bordeaux, 7,5 % à Rouen, 8,3 à Caen, 9,5 à Saint-Ouen et Montbéliard, 10 à Vénissieux, 12,3 à Orléans). L'analyse montre que leurs suffrages sont très supérieurs dans les quartiers ouvriers. La LCR constate avec raison que ces résultats ne signifient pas une adhésion au programme des révolutionnaires, mais une *méfiance des travailleurs à l'égard des partis du Programme commun* — particulièrement là où leurs compromissions sont évidentes (8,2 % à Nancy). C'est ce que confirment les faibles scores des listes de Marseille (1,8 %) ou de Villeurbanne (2,3 %) : dans ces villes, la méfiance des travailleurs est focalisée contre Defferre ou Henu et s'exprime par les listes PCF-PSU.

Autre confirmation : des résultats assez médiocres là où les listes révolutionnaires s'opposent soit à celles de l'union de la gauche marquées (au moins qualitativement) par le PSU (3,3 % à Besançon), soit à des listes écologistes ou autogestionnaires (2,9 % à Paris, 1,9 % à Grenoble, 2 % à Toulouse).

un dénominateur commun

Quant aux listes autogestionnaires, elles sont relativement peu nombreuses, puisque la règle, pour le PSU, était de participer aux listes de l'union de la gauche. Leur composition est diverse : à Lyon ou Grenoble, le PSU participe en fait aux listes écologistes. Mais leur succès est général : jamais moins de 4 %, 6,7 % à Limoges, 10,5 % à Quétigny, 13 % à Yerres, 13,6 % à Villiers-le-Bel, 18 %



à Bron ou Saint-Lô, 19 % à Morlaix, 39 % à Marles, plus de 40 % à Louviers, etc. Là encore, leurs électeurs expriment le plus souvent leur volonté de changer la société et leur méfiance à l'égard des partis traditionnels.

Les votes pour les listes autonomes ont donc un dénominateur commun : la volonté affirmée d'un changement de société (mettant l'accent davantage sur le changement de la vie quotidienne ou davantage sur le problème du pouvoir) ; une attitude critique à l'égard des partis traditionnels dont on craint qu'ils ne changent rien d'essentiel.

Bien entendu, il ne faut pas oublier que les résultats des élections municipales ne correspondent pas toujours à ceux des consultations nationales : les conditions locales y déterminent des mouvements de vote qu'on ne retrouve pas nécessairement, par exemple, aux législatives. Inversement le courant critique à l'égard des partis traditionnels ne s'exprime pas seulement par les listes autonomes. On le retrouve aussi parmi ceux qui ont voté, au premier tour, pour des listes d'union de la gauche. Il suffit de rappeler que le PSU participait à près de 300 de ces listes, parfois, comme à la Roche-sur-Yon, sous la forme explicite d'une alliance du PS et du PCF avec le courant autogestionnaire.

On comprend l'exaspération de Verlhac à Grenoble ou de Mauroy à Lille, mais aussi celle de François Mitterrand : il existe potentiellement dans tout le pays, même sur le terrain électoral, un courant anticapitaliste qu'il ne contrôle pas et dont l'apport lui est nécessaire pour obtenir la majorité. Le Parti socialiste devra compter avec lui. Il devra compter avec lui plus encore quand il sera au pouvoir, comme il devra tenir compte de la volonté des travailleurs dans les entreprises — notamment du courant autogestionnaire de la CFDT.

C'est là un fait capital. Encore balbutiant, hétérogène, voire contradictoire, ce courant anticapitaliste sera-

til capable de donner naissance à une force politique cohérente qui pourra peser sur les événements ? Tel est l'enjeu essentiel de l'année qui vient.

le seul ciment possible

C'est pourquoi, en même temps qu'il soulignait la nécessité de l'action commune avec les partis socialiste et communiste, le congrès du PSU à Strasbourg, a considéré comme la tâche essentielle le regroupement des autogestionnaires. Le programme autogestionnaire est en effet le seul ciment possible des tendances anticapitalistes. De là, le rôle irremplaçable du PSU. Les résultats électoraux montrent qu'il peut le jouer. Il serait criminel de ne pas l'y aider, de rester sur la touche ou de se réfugier dans une secte propre et impuissante.

Nous avons peu de temps devant nous. Il faut l'utiliser. Il faut d'urgence engager un débat de fond avec les écologistes, les militants syndicalistes, les militants des organisations populaires qui se cherchent sur la voie de l'autogestion, ceux des minorités nationales, avec la gauche socialiste et les organisations révolutionnaires.

Tribune socialiste leur ouvrira largement ses colonnes. Nous devons multiplier les expériences d'action commune qui se développent ici et là, continuer le travail en commun qui s'est réalisé à l'occasion des municipales. Il faut faire progresser la convergence politique de ceux pour qui la défaite de la droite doit signifier autre chose qu'un changement de l'équipe gouvernementale. Les états généraux pour l'autogestion socialiste — préparés tous ensemble — peuvent constituer une étape importante.

Yvan CRAIPEAU ■

(1) 44 % d'entre eux situent le PS au centre gauche, 36 % au centre, 13 % au centre droit (Le Monde, 22 mars).
(2) Le Monde (24 mars).

les dernières cartouches

Les élections municipales sanctionnent l'échec de la stratégie mise en place par Giscard depuis 1974. Les objectifs définis après l'élection présidentielle ne pourront plus être atteints d'ici 1978. La majorité n'a pas été rééquilibrée au centre, aux dépens du courant gaulliste pourtant affaibli et déchiré après la mort de Pompidou et la défaite de Chaban-Delmas. Au contraire, ce sont les propres troupes de Giscard et les ralliés à sa politique qui sortent les plus affaiblis des municipales.

Trois des quatre têtes politiques des Républicains indépendants sont battus à Paris, deux ministres radicaux perdent leurs mairies, alors que « Giroud-girouette » revient du 15^e arrondissement de Paris sans illusions, ni médaille, le courant centriste d'origine démocrate-chrétienne voit sa base électorale s'évaporer... La lamentable opération d'Ornano transforme de surcroît en triomphe personnel pour Chirac, ce qui n'a été au fond que la préservation médiocre de positions solidement acquises. Elle permet au RPR de glisser pudiquement sur le recul enregistré en province par ses représentants.

un curieux dispositif

Pas plus qu'elle n'a pu être recomposée autour des giscardiens et de leurs acolytes, la majorité n'a pu mordre sur l'électorat fraîchement acquis par la gauche, et notamment par le PS. Le « grand dessein » réformateur de Giscard surprend et alarme l'électorat de droite, qui voit en Chirac un meilleur défenseur de ses privilèges et de l'ordre social et moral établi ; pour les travailleurs, il n'est plus qu'une grossière manœuvre de séduction camouflant de moins en moins bien une politique de chômage et de blocage des salaires. Le temps de la poudre aux yeux est terminé.

Au total, la majorité est affaiblie, divisée, son centre de gravité s'est déplacé vers la droite, et sa politique économique — le ciment préservant son unité — est rejetée par les masses ouvrières et populaires. Giscard répond à cet échec en mettant en place un curieux dispositif dont les deux éléments s'emboîtent avec plus ou moins de cohérence.

En bas, la piétaille des partis. En supprimant la représentation officielle des partis dans le gouvernement, Giscard règle par l'absurde le problème du RPR : il refuse à Chirac le rôle dirigeant dans l'appareil gouvernemental auquel celui-ci prétend, mais, en compensation, il rejette dans le purgatoire extra-gouvernemental les « barons » giscardiens et centristes dont l'horizon politique s'était réduit à la liquidation du courant gaulliste. Tout en refusant de reconnaître l'hégémonie du RPR, il renonce à remettre en cause l'équilibre des forces dans la majorité. Ne pouvant résoudre le problème, il le

nie, en réduisant le champ d'intervention des partis de la majorité au « combat politique » contre la gauche, c'est-à-dire à la lutte électorale et à la propagande idéologique. Reste à savoir qui assurera de fait la direction de ce combat, et qu'elle sera notamment l'inspiration dominante du programme de la majorité. Gageons que Chirac saura utiliser cette porte ouverte, et même se servir de la coupure gouvernement/partis en n'endossant pas certains aspects de la politique sociale de Giscard et Barre.

le revers de la médaille

En haut, Giscard, qui se réserve par Barre interposé, la sphère noble de la gestion des affaires. La mise en place d'un gouvernement « technique » devrait (théoriquement) permettre à Giscard de se montrer « au-dessus

des partis », de combattre l'union de la gauche, tout en se présentant comme un arbitre.

A terme, le choix fait par Giscard, qui tend à le présenter comme un homme de changement distinct des partis et des hommes « de droite » (Chirac et le RPR), vise à rendre possible son maintien sans dommages à la fonction présidentielle dans le cas d'une victoire de la gauche aux législatives. Autrement dit, à sauver les meubles de la bourgeoisie dans cette triste hypothèse, pour préparer un renversement de situation et la restauration du pouvoir de la droite, y compris par le débauchage de certaines forces de gauche.

Mais cette belle médaille a son revers : s'il est possible à Giscard de prendre ses distances avec ses alliés de la droite autoritaire, il ne pourra, par contre, se dissocier de la politique menée, sous sa direction, par Barre et son gouvernement de « techniciens ». Gouvernement technique : on sait ce que cette formule recouvre, dans une période de crise économique. On connaît d'avance la politique que mènera le deuxième gouvernement Barre : une politique de défense des intérêts capitalistes, d'autant plus brutale qu'elle ne s'embarrassera guère des précautions politiciennes et des concessions électoralistes. Giscard n'a sans doute pas remarqué que les Français ont d'abord voté, le 13 et le 20 mars, contre le plan Barre, contre la politique de classe qu'il représente.

Giscard s'imagine qu'il pourra cesser d'apparaître comme l'homme d'un parti. Mais il y a une chose qu'il ne pourra pas faire oublier : qu'il est, une fois pour toutes, l'homme d'une classe.

François TURQUAN ■

E. Faure battu... par l'autogestion

● Toute la presse a relevé la cuisante défaite électorale d'Edgar Faure dans son fief : Pontarlier. Comment a-t-il pu perdre ?

Depuis quelques années, on milite activement à Pontarlier : l'APF, devenue CSCV, le GAM, l'Association pour le développement de l'expression libre et de l'information (ADELI) (1), interviennent dans les quartiers.

Forts de leur pratique, de leur connaissance du terrain, de la constitution de groupes de travail associant largement la population à leur activité, les GAM ont proposé au PC et au PS de présenter cinq des leurs sur la liste d'Union de la gauche (27 candidats) et de discuter programme. Refus du PC et du PS. Les groupes de travail ont donc sur leur propre programme, formé une liste autonome : la liste municipale d'action socialiste.

Le 13 mars, la liste municipale d'action socialiste recueille 14 % des voix — soit 30 % des voix « de gauche » (l'Union de la gauche obtient 34 % des suffrages, Edgar Faure 41 %, divers gauche 11 %), ce qui n'incite pas le PC et le PS à leur faire place sur leur liste au deuxième tour.

La leçon de ces élections ? Elles consacrent certes la montée de la gauche. Mais elles révèlent aussi l'existence d'un pôle autogestionnaire diffus dont la consolidation, les échéances de 78 approchant, apparaissent essentielles. ■

(1) L'ADELI édite Le Beuillot, 2, rue Notre-Dame, 25300 Pontarlier.

lettre ouverte à J. Médecin

● Votre attention a été attirée à plusieurs reprises sur le projet d'extension des HLM Pasteur, qui rencontre l'opposition des habitants du quartier.

Au cours de votre visite, le 3 février dernier, à l'assemblée générale du Comité de défense des intérêts des quartiers Pasteur, St-Pons, Plores, Versant et de Cimiez, une locataire des HLM Pasteur vous a demandé nettement qu'elle était votre position sur ce projet. Vous lui avez répondu que personnellement vous étiez contre, et que le Conseil d'administration de l'Office municipale HLM avait décidé de surseoir au projet, et que rien ne serait entrepris avant de consulter la population. Cela, c'était avant les élections municipales. Or, nous avons pu constater que le projet de « Pasteur extension » comprenant 103 logements figure sous le n° 47 dans votre journal *L'Action Républicaine* (n° 383 de février 1977, compte rendu de mandat municipal 1971/1977, p. 20). Vous ne pouviez ignorer ce fait, et donc vous avez affirmé une contre-vérité.

Dans ces conditions, ne soyez donc pas surpris, de n'avoir été réélu que difficilement au second tour. Dans votre profession de foi du 2^e tour, vous dites, entre autres : « Tirant la leçon de ce premier tour, il nous faut, dans l'avenir, faire toujours davantage pour protéger Nice contre l'invasion du béton ».

Alors pourquoi le maintien du projet d'extension de la cité Pasteur ? Pourquoi de nouvelles tours à « Bon voyage » ? Pourquoi l'extension et « l'entassement » des immeubles dans la cité de Roquebillière contre la colline, avec les risques de chutes de roches, près d'une route à grande circulation de poids lourds, près du dépôt SNCF de St-Roch, près de la ligne de chemin de fer de Breil, et près du dépôt de carburant ? Nous vous demandons :

1) Annuler le projet d'extension des HLM Pasteur ;

2) Faire parvenir à chaque locataire un arbre (soit 267 arbres) afin que nous puissions les planter le 16 avril, afin d'arrêter l'invasion du béton et le remplacer par de véritables espaces verts. ■

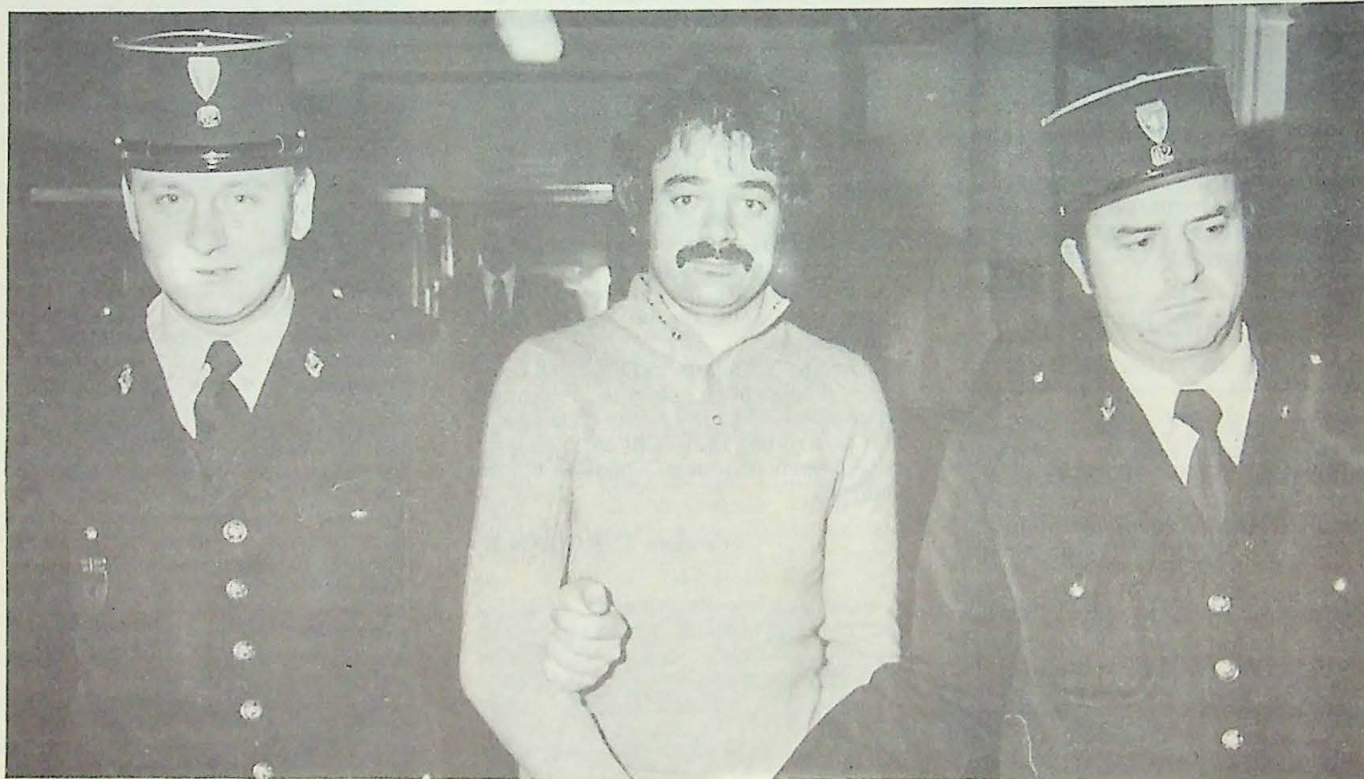
M. et M^{me} DEPETRIS
locataires des HLM Pasteur

du minable à l'ennemi public n° 1

Les gazettes sont remplies des exploits de certains « grands » du milieu. Il y a peu, Jacques Mesrine publiait les siens dans un livre, *L'instinct de mort* (1) dont le contenu et les révélations ont scandalisé l'autorité judiciaire, et les âmes pures en mal de sensations douteuses.

Plus récemment, Jean-Charles Willoquet, autre « grand » parmi les « ennemis publics n° 1 » passait aux

mettre qu'au seul compte de la mode rétro (à la différence que Mesrine exerçait ses talents de « justicier » au



assises de Paris transformées pour la circonstance en un véritable Fort Knox invulnérable. Condamné une première fois à vingt ans de réclusion criminelle, il est encore, cette semaine, la vedette du palais de justice de Paris, pour son évasion avec enlèvement de magistrat et meurtre d'un policier. En réalité, des grands que l'analyse révèle fort petits : grands ils le sont devenus par la grâce d'une véritable fiction policière qui relève autant de la fascination que de la nécessité d'entretenir la légende d'une élite du grand banditisme permettant de justifier les opérations les plus spectaculaires et d'accréditer la thèse de l'insécurité permanente.

mieux que Tarzan

On a d'autant moins de mal à se convaincre que Jacques Mesrine est un criminel dangereux que son autobiographie recèle tous les clichés du genre SAS agrémentés d'une sauce tarzanesque qu'il serait vain de ne

grand cœur, là où Tarzan ne mit jamais les pieds, sinon pour cesser d'exister : la jungle des grandes villes, Paris, Montréal, New York et Caracas). Mesrine est un tueur ; il le dit avec, ni plus ni moins de fierté que les personnages de romans à grands tirages, ceux qu'on trouve aux rayons des hypermarchés avec une réduction de 22 %.

Il tue de la même façon que le prince Malko Linge, alias SAS, avec un égal sadisme : pas de quartier pour le proxénète, à fortiori quand il s'agit d'un « raton », « fils de chienne d'Arabe », les deux qualités étant généralement complémentaires. Seule est différente la cause pour laquelle il élimine ceux qu'il trouve au travers de son chemin. Le premier fait œuvre de nettoyage au service d'une grande cause, alors que Mesrine tue « pour des raisons d'honneur, d'intérêt ou plus simplement pour défendre sa vie ».

On l'aura compris, *L'instinct de mort* vaut moins par son contenu que par le tintamarre déclenché par sa

sortie. Gérard de Villiers l'avait déjà réécrit cent fois avant lui, avec plus de détails peut-être et sûrement beaucoup plus de litres de sang.

étrange fascination

L'autre intérêt (mais non le moindre), de ce torchon de bazar, est qu'il révèle l'étrange fascination suscitée par un malade mental de la trempe de Mesrine dans les rangs de la police et des caïds de l'administration pénitentiaire. Lors de son ultime arrestation, Mesrine fait l'objet d'égards pour le moins inattendus : le commissaire Broussard de la brigade antigang pousse la sollicitude jusqu'à sabler le champagne avec lui... Pour fêter l'événement ou lui marquer, sinon son admiration du moins sa considération ? On ne se souvient pas que Pierre Goldman ait bénéficié d'égales

marques de respect ; lui n'était qu'un triple marginal : juif, révolutionnaire et braqueur, alors que Mesrine avait fait l'Algérie, « du bon côté ».

converser avec le fauve

Mieux encore, il y a peu, le sous-directeur de la prison de la Santé, qui est aussi secrétaire général d'un syndicat des personnels pénitentiaires dont il est difficile d'évoquer le sigle sans se taper sur les cuisses (il s'agit de FO), parlait devant un parterre de futurs magistrats des relations qu'il entretient avec Mesrine. Le même Bonaldi expliquait avec une grande modestie qu'il lui était arrivé d'entrer dans la cellule de celui qu'il tient pour un cerveau à la fois brillant et dangereux, seul et sans arme, l'éventualité d'une prise d'otage n'étant pas à exclure. Bonaldi est un homme, un vrai, n'hésitant pas à descendre dans l'arène pour converser avec un fauve. De telles histoires ne s'inventent pas. Elles révèlent un état d'esprit dont il est difficile de dire s'il tient de l'imbécillité à l'état pur, de la flagornerie ou des deux à la fois.

Que *L'instinct de mort* soit une bonne affaire pour l'éditeur qui l'a publié, tant mieux pour Jean-Claude Lattès. Encore que ce dernier pouvait s'honorer jusqu'à présent d'avoir sorti de l'ombre des manuscrits d'une autre envergure. Mais que la justice pousse le ridicule jusqu'à faire inculper une avocate, maîtresse Geneviève Aïche de « sortie irrégulière d'écrits de détenus » et le ridicule se transforme en montagne de stupidité. A croire que le souhait du Garde des Sceaux soit de faire du bouquin de Mesrine un best-seller. Lui n'en demandait pas tant, n'espérant au mieux qu'un tirage modéré au Canada (c'est d'ailleurs la raison pour laquelle le montant de ses casses est toujours converti en dollars).

Michel ETIENNE ■

(1) *L'instinct de mort*, de Jacques Mesrine, éd. J.-C. Lattès, 333 p., 40 F.

PSU documentation

Numéros disponibles

N° 22-23 <i>Sur le mouvement politique de masse</i>	2,00
N° 24-25 <i>La police dans la lutte des classes</i>	2,00
N° 27-28 <i>La crise du système monétaire international</i>	2,00
N° 51 <i>Le recrutement</i>	1,00
N° 52-53-54 <i>Quand les patrons vont à l'école</i>	3,00
N° 56-57 <i>Sionisme et libération palestinienne</i>	4,00
N° 92-93 <i>Une section du PSU à Paris</i>	4,00
N° 94-95 <i>Militer contre le militarisme N° 2</i>	4,00
N° 96-97 <i>Le syndicat de la magistrature</i>	4,00
N° 98-99 <i>Le syndicalisme à l'école</i>	4,00
N° 102 <i>Comités de soldats, droit bourgeois et lutte des classes</i>	2,00
N° 106-107 <i>Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste</i>	4,00
N° 110 <i>Comment battre la droite</i>	2,00
N° 111-12 <i>Militer à l'Université</i>	4,00
N° 113-14-15 <i>Les Chrétiens et la lutte pour le socialisme</i>	6,00

VIENT DE PARAÎTRE

N° 116-17-18 *Electronucléaire : le PSU accuse* 6,00.

Abonnement : 20 N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

briser la chaîne

dockers : les enjeux de la solidarité

Usinor-Dunkerque a la mainmise sur quelque 12 000 salariés, sur leur mode de travail (feux continus), sur leur niveau de vie (bas salaires), sur leur vie familiale de tous les jours. Les horaires continus ne permettent pas la vie sociale et les loisirs collectifs. Dans les cités-dortoirs on ne côtoie que des gens d'Usinor. Ailleurs, les prêts à la construction lient le salarié à l'employeur. Usinor, contrôle donc toute une région.

Jusqu' alors, ce trust ne contrôlait pas les quais du port de Dunkerque. Certes, il y joue déjà « placé » : quai minéralier où « ses » machines sont en place, et quai aux aciers qui sera mis en exploitation prochainement.

Mais le travail sur les quais, c'est l'affaire des ouvriers du port, des dockers, en vertu d'une loi promulguée en 1947 et qui accorde à leur organisation — en l'occurrence la CGT — le monopole de l'embauche pour les tâches de manutention.

Les dockers ont su parfaitement tirer parti — qui le leur reprocherait ? — de ce texte législatif. Leur puissante corporation est parvenue à faire échec, jusqu'à présent, à toutes les remises en cause d'un statut avantageux.

Seulement voilà, ça ne fait pas l'af-

faire d'Usinor qui, aujourd'hui au quai minéralier, demain au quai aux aciers, préférerait avoir recours à « son » personnel sous-payé, taillable et corvéable à merci (feux continus) plutôt que de « passer » obligatoirement par les dockers nettement plus « chers » et beaucoup plus difficilement contrôlables.

Voilà tout l'enjeu d'un conflit qui, à l'heure où ces lignes sont écrites, se prolonge depuis vingt jours. D'un conflit qui offre maints points communs avec celui du *Parisien libéré*.

les limites du corporatisme

Qui l'emportera ? Les travailleurs sont bien sûr aux côtés des dockers,

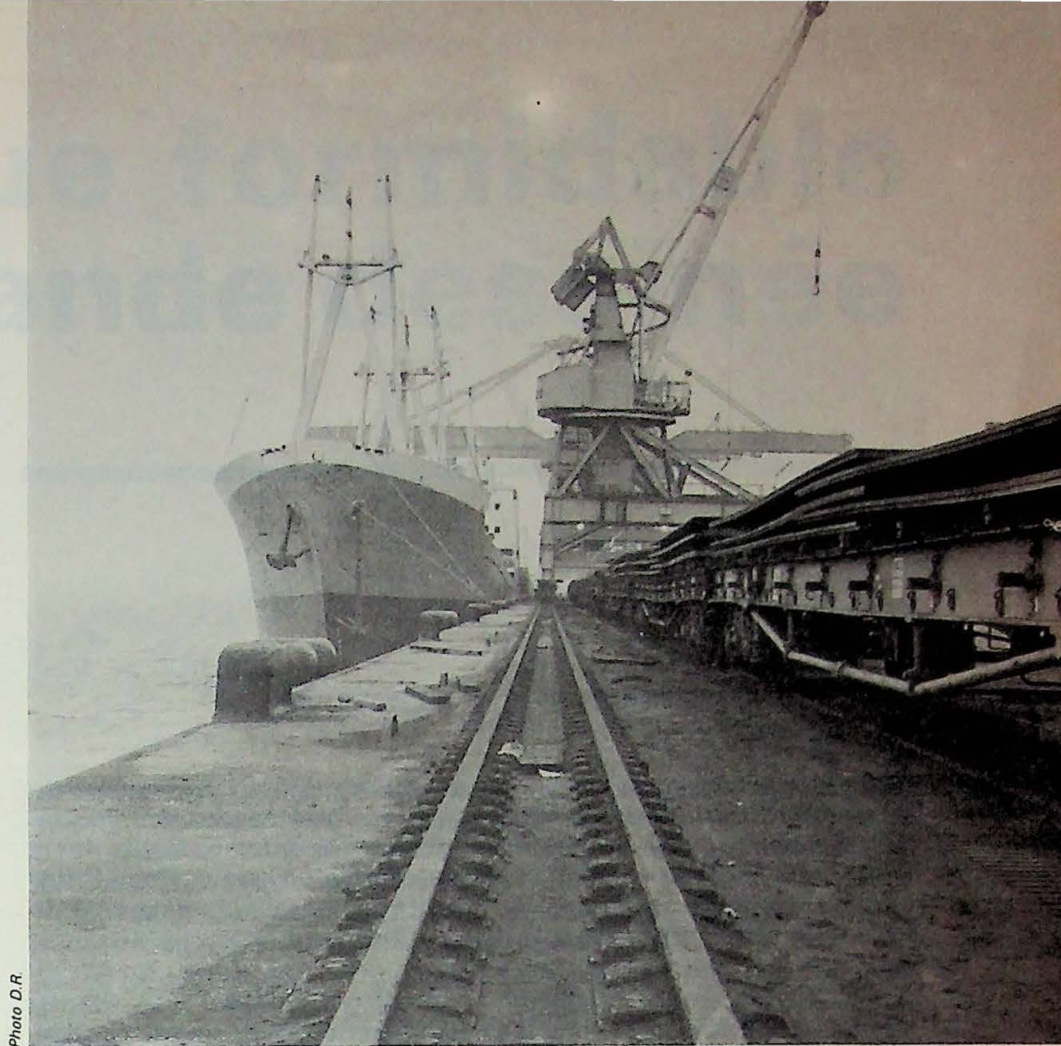


Photo D.R.

sans pourtant « coller » toujours à leur stratégie. Comme ce fut le cas dans le Livre, le corporatisme à outrance a ses limites. Ainsi les travailleurs d'Usinor-Dunkerque, ceux de « Mata-glo » en particulier, se souviennent parfaitement que si les dockers les avaient soutenus l'an passé dans leur lutte contre les bas salaires, ils auraient eu nettement plus de chances de faire céder Usinor. Or, à l'époque, les dockers se sont cantonnés dans la défense de leurs seuls intérêts immédiats... Le repli sur soi.

On peut espérer que, mus par les

véritables intérêts de classe, faisant table rase des divergences réelles apparues dans le passé, l'ensemble des travailleurs dunkerquois et d'ailleurs feront corps avec les dockers. Ces derniers y réfléchiront à deux fois et joueront désormais mieux la carte de la solidarité.

Hier, aujourd'hui, demain, face à un monopole capitaliste, on gagne, non en faisant « cavalier seul », mais en usant de toutes les ressources de l'union s'appuyant sur des solidarités réciproques.

Correspondance ■

Lip : Assedic assez !

La radiation des droits à l'allocation supplémentaire d'attente, les fameux 90 %, de 39 travailleurs de Lip constitue le début d'une nouvelle épreuve de force. En prenant cette décision, malgré la manifestation (et non la séquestration du directeur de l'Assedic comme l'a prétendu une presse trop rapide dans sa volonté de dénigrer les Lip) la commission paritaire a voulu faire un test. Elle ne peut en effet suivre le raisonnement des travailleurs qui estiment que le meilleur moyen de chercher un emploi, c'est d'occuper et de défendre l'outil de travail, voire de faire des propositions pour sa reconversion.

Grâce à l'appui de la mairie de gauche, élue il y a quinze jours, les Lip se sentent un peu plus à l'abri d'une intervention policière. Les pouvoirs publics ont donc voulu les frapper en les privant de ressources. Mais cette nouvelle épreuve va resserrer les rangs et relancer la popularisation et la mobilisation. Une présence plus importante aux assemblées générales en témoigne. Autre témoignage, le film sur leur lutte : « Le goût du collectif », que les Lip présenteront mercredi à Paris. Il est, d'autre part, toujours temps de lire et de faire lire *Lip : une affaire non classée* publiée aux éditions Syros (232 p., 21 F.).

Y. S. ■

vers un printemps chaud ?

A peine les résultats des élections municipales étaient-ils connus, que Georges Séguy et Edmond Maire écrivaient au Premier ministre pour lui rappeler les revendications des travailleurs et demander une négociation syndicats - patronat - gouvernement. Un nouveau Grenelle « à froid » ? Georges Séguy s'en défend : « Nous réclamons simplement la réunion du comité supérieur de l'emploi et de la commission supérieure des conventions collectives », précise-t-il. Il n'y a là rien qui soit particulièrement effrayant. D'ailleurs le langage du leader de la CGT n'a rien d'ultimatiste ; il en appelle « au réalisme et à la raison du côté gouvernemental et patronal » pour que soient prises en considération ses « propositions de négociation des grands problèmes sociaux » en vue d'aboutir à des « compromis acceptables ».

Cette modération dans le ton suffira-t-elle à fléchir l'intransigeance du patronat et du gouvernement ? Les dirigeants syndicaux ne se font guère d'illusions à ce sujet.

L'ouverture de négociations sur les « grands problèmes sociaux » signifierait la fin du plan Barre, c'est-à-dire un cinglant échec pour le pouvoir. On voit mal en effet pourquoi la CGT et la CFDT accepteraient de cautionner une politique d'austérité fondée sur la stagnation du pouvoir d'achat des travailleurs et destinée à reconstituer les taux de profit, alors que la gauche est en pleine ascension et que son arrivée au pouvoir est de plus en plus vraisemblable.

De son côté, le pouvoir giscardien n'a pas de politique économique de rechange ; il en est réduit à poursui-

vre l'application autoritaire de son plan d'austérité, quitte à faire cadeau de quelques milliards au patronat pour l'inciter à investir et à réduire les licenciements.

« L'autoritarisme qui bloque tout », comme le dit Georges Séguy, le refus de négocier avec les syndicats, conséquence logique du Plan Barre, a donc toutes les chances de se perpétuer. Et la politique d'austérité va donc continuer à produire ses effets désastreux pour les travailleurs.

L'attentisme en question

Faute de pouvoir infléchir la politique gouvernementale par la négociation, il faudra bien se tourner vers l'action de masse. D'autant que la vic-

toire de la gauche aux municipales peut donner aux travailleurs le sentiment que le rapport des forces leur est favorable. « Nous n'avons aucune raison, d'attendre l'échéance des élections législatives » écrit Georges Séguy, tandis que Jacques Moreau, à la CFDT, affirme ; « L'attentisme ne saurait être de mise aujourd'hui ». Les deux grandes confédérations ouvrières s'orienteront-elles vers des actions de grande ampleur ? Il est probable que des initiatives seront prises après Pâques.

Ira-t-on au-delà de démonstrations du type de celle du 7 octobre dernier ? Les conceptions qui dominent au sein de l'union de la gauche, la volonté, maintes fois manifestée, de rassurer les classes moyennes et le patronat, la croyance que les affrontements sur le terrain social sont peu propices à une progression électorale, ne sont pas réellement remises en cause par les dirigeants des grandes organisations syndicales. Il y a donc tout lieu de penser que les confédérations éviteront tout processus qui pourrait aboutir à une épreuve de force avec le pouvoir, et qu'elles se contenteront d'appuyer des actions de portée limitée.

Pourtant les travailleurs ont massivement rejeté la politique de Giscard et de Barre. Et une victoire ouvrière sur le terrain social ne pourrait que précipiter la déconfiture de la droite.

Léo GOLDBERG ■

BNP : sanctions pour l'exemple

Le système informatique pour une banque est l'équivalent du cerveau pour un être humain : quand il s'arrête, tout est bloqué. Aussi dès que les travailleurs du centre informatique de la BNP (CTIP) ont décidé de se mettre en grève pour lutter contre la remise en cause des avantages acquis, la direction de la BNP a tout fait pour briser ce mouvement.

Elle a tout d'abord décidé d'employer des personnes étrangères au service pour effectuer le travail. En riposte, les grévistes ont occupé les locaux. La direction prétextait alors de « violences et de détérioration de matériel » pour suspendre huit grévistes et en révoquer deux autres. Le 21 mars (lendemain des municipales) elle fait envoyer les forces de police pour évacuer les locaux. Les deux militants révoqués annoncent alors qu'ils entament une grève de la faim. Les organisations syndicales décident de mobiliser le personnel du réseau parisien de la BNP pour la levée des sanctions.

Malgré l'avis du Conseil d'Etat, Ponia veut expulser.

**Samedi 2 avril, 14 h
à la Mutualité de Paris**

Grand meeting populaire à l'appel du Comité de coordination des Foyers SONACOTRA en grève. ■

Une manifestation le jour-même, oblige la direction à accepter la convocation d'un conseil de discipline (organisme consultatif paritaire) pour le lendemain. Quinze cents personnes sont rassemblées devant le siège social de la BNP, boulevard des Italiens, alors que celui-ci se déroule. Lors de cette réunion, la direction ne peut apporter aucune preuve à l'encontre des sanctionnés. Par contre, les organisations syndicales font la démonstration que ce sont sur de simples *présomptions* que la direction veut révoquer ceux-ci.

Face à la faiblesse de ses dires et au début de mobilisation qui s'amorce, les représentants de la direction émettent le vœu que les révocations soient transformées en rétrogradation et mutation dans d'autres services (soit une perte de 1 000 F par mois sur le salaire). Ce qui est, bien entendu, inacceptable.

En maintenant ces sanctions la direction de la BNP tente d'étouffer toute rébellion parmi le personnel alors qu'elle entame la restructuration de son système informatique. Celle-ci va entraîner une modification



Photo Maillec

considérable des conditions de travail dans l'entreprise. Une campagne d'explication sur les conséquences de cette restructuration (personnalisation maximale du travail, réduction de personnel)... est engagée afin de sensibiliser le personnel.

La lutte qui se déroule est décisive. Les employés ont à faire face à une offensive en règle : la direction envoie les flics contre les grévistes, un cadre frappe violemment un militant en sortant du centre. Mieux encore : le lundi 28 mars, la police arrête une camionnette contenant des chèques, convoyée par quelques individus armés de manches de pioches, chaînes, etc.

Or, il faut constater que face à ces attaques, qui ont pris une ampleur inégalée, les organisations syndicales présentent un front fragile et que l'unité est une fois de plus défaillante. Cela est préjudiciable à la mobilisation du personnel. Ce sont le droit de grève et les libertés syndicales à la BNP et dans les autres banques qui sont l'enjeu de cette lutte. Tout doit être fait pour qu'une riposte unie du personnel fasse céder le patronat des banques.

Section PSU-BNP ■

BNP : détournement de pub.

Vent de panique à la puissante BNP ! Le personnel syndiqué à la CFDT, au lieu de manifester dans la rue son mécontentement à propos d'une dérisoire augmentation de 0,17 % octroyée à la profession bancaire, a fait appel à la publicité. TS a rencontré un responsable du syndicat CFDT Banque de la BNP et le groupe « Matière Crise » qui a apporté son concours technique à cette opération.

« Votre argent m'intéresse » : à partir du slogan que s'est à elle-même donnée la BNP, toute une stratégie marketing est définie.

D'abord, on retient les thèmes de la campagne. 0,17 % d'augmentation, ça permet, avec un salaire de débutant (1 723 F par mois) de s'offrir un double express au zinc : 2,93 F ; avec 4 ans d'ancienneté (3 171 F), un sandwich jambon de pays-beurre-cornichon : 5,39 F ; avec un salaire de cadre (5 285 F) d'aller jusqu'à une glace panachée vanille-fraise avec une cerise dessus : 8,98 F.

Ensuite, on fige une annonce publicitaire sur le plan graphique. Puis on arrête le financement : il sera effectué par les salariés qui iront... de leurs 0,17 % conjugués. Enfin on sélectionne le média idoine : pourquoi pas *Le Monde* qui touche 500 000 lecteurs ? Malchance ! Après un accord de principe, *Le Monde* se dédit ; il fera seulement paraître un article reprenant les arguments de l'annonce. *Le Figaro* refuse, crainte d'une polémique avec la direction de la BNP. A *l'Humanité*, on comprend les revendications du personnel, mais on décline poliment l'offre. A *France Soir*, refus total.

C'est finalement *Le Matin de Paris* qui accueille, le 14 mars, l'annonce « maudite », proposant même l'insertion gratuite. Le même jour, le *Quotidien de Paris* reprend les arguments de l'annonce. *Rouge et Libération* prennent le relais. Plus de 600 000 lecteurs, sont ainsi informés en deux ou trois jours.

Aujourd'hui, d'autres syndicats de la fonction publique envisagent de suivre l'exemple : PTT, Assurances... Affaire à suivre, donc.

Françoise CLAIRE ■

Bretonneau : fermeture pour liquidation ?

Janvier 1976 : la maternité de l'hôpital pour enfants de Bretonneau, située dans le 18^e arrondissement, est fermée pour travaux. Le pavillon abritait aussi des services de Planning familial, de consultation gynécologique et un centre d'interruption volontaire de grossesse.

Mai 1976 : les travaux sont arrêtés pour des raisons techniques (mauvais état des sous-sols) et budgétaires (manque de crédits). Avril 1977 : une partie du service chirurgie est à son tour fermée pour modernisation. Si certains travaux étaient nécessaires pour le confort des malades et une meilleure hospitalisation, tout laisse penser que l'Assistance publique veut, à travers cette opération, accentuer sa politique de restructuration et de rentabilisation, et qu'une liquidation pure et simple de l'hôpital est en vue.

Comme le dit le docteur Jean-Louis Nicolas (1), qui était chargé à l'hôpital du centre d'information sexuelle et de régulation des naissances : « La situation n'était pas telle qu'il ait fallu

procéder à de telles rénovations puisqu'il n'y avait pas de salles communes dans ce pavillon. Ces travaux ne sont qu'un prétexte pour fermer les petites maternités qui ne sont pas rentables. » De même, pour la CFDT, cette fermeture s'inscrit dans une politique systématique de l'administration pour réduire le nombre de lits de pédiatrie qui a déjà diminué de 300 entre 1972 et 1976.

Pour l'instant, la direction favorise les mutations de personnel (bonne occasion pour revenir sur les acquis). Les promoteurs commencent à s'intéresser au terrain et la population du 18^e se trouve confrontée à une dégradation effective d'un service public. Pour consulter le Planning familial, pour trouver un centre d'interruption

volontaire de grossesse ou pour accoucher, les femmes du quartier doivent aller à l'hôpital Rothschild... dans le 12^e ou dans une clinique privée. Le service chirurgie est, quant à lui, transféré à l'hôpital Trousseau dans le 12^e.

La section CFDT de l'hôpital et l'union locale ont entrepris une campagne d'information qui reçoit un bon écho dans le quartier : réunions publiques, signatures de pétition sur les marchés. Un comité de soutien regroupant usagers et travailleurs est en voie de création. La section du PSU apporte son soutien total à ces initiatives car seule une mobilisation unitaire des travailleurs de l'hôpital et de la population du quartier peut faire échec à cette politique d'austérité et de restructuration, et permettre la réouverture dans les plus brefs délais de ces services.

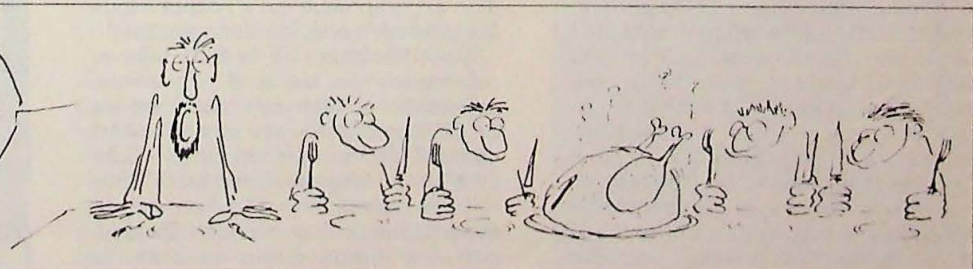
Section PSU du 18^e ■

(1) *Le Monde* du 25 mars.

l'époque formidable de la bande dessinée



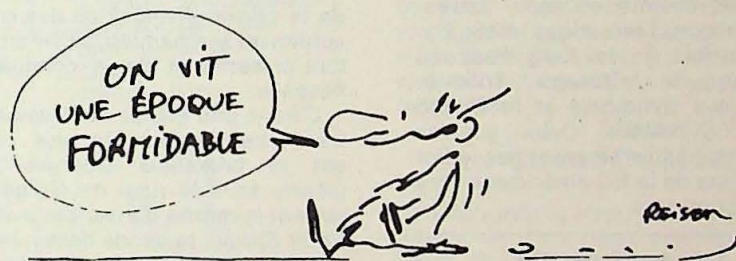
MES CHERS LECTEURS, VOICI UNE QUESTION QUE TOUT LE MONDE SE POSE ET À LAQUELLE JE VAIS RÉPONDRE AU COURS DE CE REPAS AMICAL



Hier infréquentable, dénigrée comme infantile, vulgaire, abêtissante, corruptrice, vouée aux gémonies par les partisans de la « culture cultivée », la bande dessinée est aujourd'hui omniprésente et béatifiée.

Des milliers de séries, fabriquées par des centaines de scénaristes et dessinateurs, captent chaque semaine des millions de lecteurs de tout pays et de toute origine sociale, rapportant des fortunes à leurs promoteurs sinon à leurs créateurs.

Débordant le journal, la BD se fait cimaise, affiche, poster, tract, prospectus, marque publicitaire, tissu imprimé, pochette de disque, fresque murale... Parce qu'elle fait rire, fait lire, fait vendre — et même fait réfléchir — elle est devenue un média privilégié. On se dispute ses vertus : les éducateurs, après l'avoir excommuniée, lui découvrent des qualités pédagogiques. Les sociologues l'auscultent. Les publicistes l'annexent. Pas de quotidien qui la méprise : imitant *France-Soir*, *l'Aurore*, *Le Parisien libéré*,... *Le Matin de Paris* s'en adjuge six rations. Les partis politiques depuis peu la courtisent : les écologistes, après les mouvements nés de mai 68 mais plus systématiquement qu'eux peut-être, livrent leurs messages en BD ; les grands partis électoraux font propagande avec *Astérix* ; Kennedy, Johnson, Winston Churchill, de Gaulle ont été, par leur zéloteurs, grimés en *Superman* de bandes dessinées. *Le Monde* et l'Académie française enfin viennent de reconnaître le phénomène BD et l'ont récemment intronisé. On consacre à la bande dessinée des congrès internationaux (le premier à Bordighera en 1965) et des festivals annuels (à Angoulême et Toulouse en France), des éditions de luxe et des études spécialisées. On l'honore comme le meilleur documentaire des idées et des mœurs de notre temps.



Surtout, on lui reconnaît, comme à la télévision, au roman-photo ou au cinéma, une fonction d'efficacité qui, bien plus que son esthétique, fait son originalité. Car, pas plus qu'aucune autre technique d'expression, la BD n'est « neutre » : image des idéologies véhiculées par les sociétés, elle est aussi investie d'une fonction de propagande, elle est une « idéologie en images » — opium du peuple ou éveilleur de conscience selon le cas. Et, comme tout ce qui à la fois reflète et contribue à forger les mentalités et les représentations collectives et sert à « faire de l'argent », la BD est l'expression et l'enjeu de luttes économiques et idéologiques sournoises. *Tribune socialiste* n'en évoquera — à travers quelques thèmes limités : histoire de la BD, femmes de la BD... — que certains aspects. ■



la BD sort de l'enfance

La BD naît aux Etats-Unis, vers 1896, de la rencontre du capitalisme sauvage, du dimanche américain où l'on distrait son ennui en dévorant le supplément dominical en couleur de son journal favori, et de l'imagination de « cartoonists » de talent : en 1895, le magnat de la presse, Pulitzer, marque des points contre son rival W. R. Hearst en lançant dans le *New York World* un mar-

Jetant sur le marché des flots de « comics » — entre 1900 et 1904, 65 titres de BD voient le jour aux Etats-Unis ; de 1905 à 1909, ce chiffre passe à 165 —, l'industrie américaine de la bande dessinée s'organise et se lance à l'assaut des marchés étrangers : en 1914, Hearst invente le premier « syndicate ». Désormais, des agences liées à des organes de presse, ayant sous contrat des dessinateurs ou des séries, alimentent en « comics » moyennant finances, des centaines de journaux américains et étrangers. Trois géants inondent ainsi le monde d'œuvres dont les genres se diversifient à l'infini (la BD devient orinique, surréaliste, érotique, fantastique, métaphysique parfois...) : le King Features syndicate, le Chicago Tribune-Daily News Syndicate et le United Feature Syndicate. Deux guerres mondiales n'interrompent pas le flot impérialiste de la BD américaine vers le vieux continent.

un parfum de provincialisme

Mais lorsque, au début du siècle, la BD made in USA, gagne l'Europe, elle y rencontre les « narrations imagées » réservées à l'édification morale des petits enfants, qu'on appelle « images d'Epinal » où le texte, couché au pied de la vignette illustrative, reste l'essentiel. Victime de sa double filiation, la BD européenne mettra longtemps à s'émanciper et de la tutelle yankee, et du monde de l'enfance.

Faut-il accuser l'Amérique d'avoir peut-être tué dans l'œuf une veine d'inspiration plus proprement nationale et adulte dans les pays européens, veine dont les bandes de Christophe — la Famille Fenouillard, le Sapeur Camembert... — seraient, avant 1890, l'illustration française ? Quelques créations spécifiquement nationales gardent pourtant, à côté des séries importées d'Amérique, un goût du terroir qui n'est d'ailleurs pas toujours flatteur : Bécassine, c'est l'aristocratie mourante des villes françaises colonisant la péninsule armoricaine. Les *Pieds nickelés*, c'est la débrouillardise du « titi » parisien,

panachée de relents d'anarchisme chers à la Belle Epoque.

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale pourtant, la BD en France et chez ses voisins restera dominée, quantitativement et dans ses thèmes favoris, par les fantasmes de l'Oncle Sam, qu'elle traduit, imite ou plagie servilement. Cow-boys, surhommes de tout poil (Tarzan, Superman ou Batman), conquérants des espaces inter-sidéraux, héroïnes dévoreuses d'hommes au sex-appeal agressif, espions aux yeux bridés, redresseurs de torts au profil bien anglo-saxon distillent en Europe les grands mythes de l'Amérique des pionniers, de la « Guerre froide » ou des conflits coréen et vietnamien, du matriarcat tout-puissant et de la conquête de l'espace.

C'est à une équipe de dessinateurs franco-belges, dont le plus célèbre est le bruxellois Georges Rémy (connu sous le nom de Hergé), que revient le mérite d'inventer, avec *Tintin* et *Spirou*, la bande dessinée d'expression française ; aux dessinateurs espagnols venus travailler en France comme José Cabrera-Arnal, le créateur de *Pif-le-Chien*, celui de la politiser ; aux pères d'*Astérix* et de *Lucky Luke* de l'arracher au monde exclusif de l'enfance : le langage et le dessin à plusieurs degrés d'Uderzo et Goscinny autorise enfin les adultes à lire, sans se déconsidérer, la BD.

subversion

Mais l'essentiel aujourd'hui est sans doute l'apparition de la BD subversive. Avec *Pilote*, *Hara-Kiri*, *Charlie Hebdo*, de jeunes équipes d'humoristes découvrent, dans les années 60, l'efficacité de la satire et les immenses possibilités contestataires d'un art graphique qui s'adapte à tous les débordements de l'imagination.

C'est l'éclosion de la BD « bête et méchante » ou de la BD délirante, angoissée et libertaire qu'incarnent *Le Concombre masqué* ou des revues comme *l'Echo des savanes*. Subversion du langage — les mots éclatent, le vocabulaire et la phrase se désarticulent —, subversion du dessin — le héros quitte sa case, la

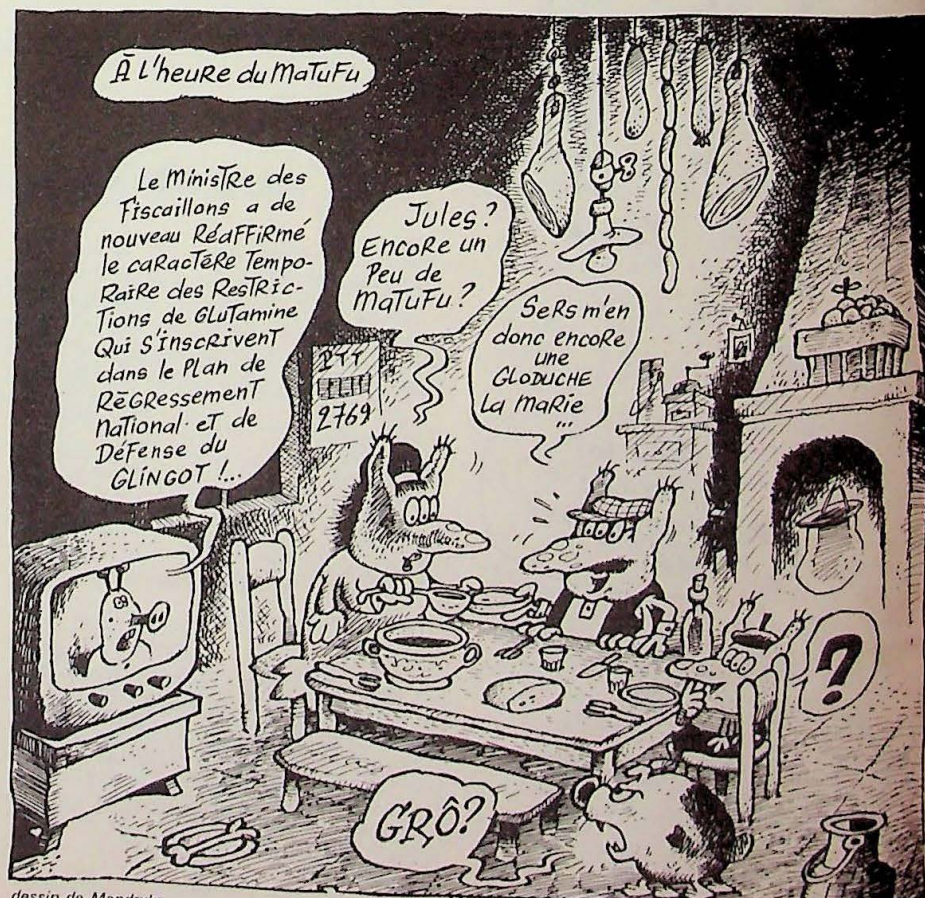
bande horizontale découvre la verticalité, le décor disparaît, les silhouettes s'amenuisent à la limite de l'anéantissement — ; subversion du message : on s'attaque aux scandales politiques ou économiques, à la morale toute faite, aux prisons du conformisme, à la logique cartésienne... Cabu, Gébé, Reiser, Claire Bretecher, Mandryka, Gotlib... apparaissent, quoiqu'ils s'en défendent, comme les inventeurs d'une BD dont les intentions sont subtilement politiques, dont les œuvres à la fois expriment et approfondissent la « crise des valeurs dominantes » que vit aujourd'hui la société française.

Paradoxe — mais non hasard — de cette contestation, « gauchiste » à bien des égards : elle reste très largement élitiste, individualiste, réservée à un petit nombre d'intellectuels frot-

tés de cette culture et de ces valeurs qu'elle récuse, difficilement accessible, malgré ses efforts, au public populaire qui continue de s'abreuver aux délices indigestes de la BD de consommation courante.



dessin de Mandryka



dessin de Mandryka



dessin de Uderzo

Quand la BD était — est encore — antiféministe, du moins l'est-elle franchement. La loi du genre et du graphisme oblige : la BD, ça ne donne pas dans le subtil, ça ne faux-semblante pas, ça caricature allègrement et condense en quelques traits tous les grossiers schémas de la femme telle que la rêvent, la redoutent, la sautent, l'adorent et la ridiculisent des générations de mâles pervers par les mythes de l'Éternel féminin — un éternel féminin, diable merci, assez varié.

modernes Pénélopes et vamps matées

Il y a la vamp d'abord : maléfique et docile, responsable comme au temps du concile de Mâcon (581) de tous « les malheurs de l'homme », née pour être esclave, battue et contente. Non pas faible femme : à vaincre sans péril, on triomphe sans gloire. Amazone donc et guerrière, suggestive bien sûr et finalement domptée. Domptée surtout : les reines cruelles de *Tarzan* sont toutes, finalement, des reines fessées.

L'éternelle fiancée n'est pas mieux lottie. Car le héros ne saurait céder une heure de sa précieuse disponibilité. Une femme, une famille, c'est le boulet au pied de la divinité mâle, c'est le contingent entravant le transcendant, c'est l'obstacle à la Mission, une mission sans laquelle le héros est réduit à zéro. Aussi bien les *Mandrake*, les *Flash Gordon* sont-ils célibataires et solitaires, à peine nantis d'ombres de fiancées qui inlassablement espèrent le retour du triomphauteur. Modernes Pénélopes qui n'échappent à leur plate condition que pour rejoindre dans leurs infortunes les vamps matées, dans de grand envol de soutiens-gorge dégrafés, de jupes troussées, de frémissantes nudités qu'on torture.

Vamps ou fiancées : ce sont les femmes de la BD américaine des années 30 dont la carrière s'achève dans l'explosion érotique de l'après-Deuxième Guerre mondiale. Et sous le couperet d'une censure acharnée à protéger, malgré elles, l'enfance et l'adolescence : aux États-Unis, le vertueux docteur Wertham s'acharne, dans les années 50-60, sur les « fantasmes malsains » que suscitent les filles de papier. Les légistes s'en mêlent ; pour la moraliser, on codifie la BD destinée aux jeunes (le code, ratifié en 1954 par 26 éditeurs, est

filles de papier

La BD Misogyne ? Aussi longtemps que les sociétés le seront sans doute. Et même après peut-être : les mythes et les idéologies ont la vie dure. Même la BD qui libère la femme aujourd'hui reste sournoisement guettée par les tentations qu'elle conteste.

modernisé et complété en 1971). En France, la censure voile les seins trop généreux des revues de *Tarzan* et bannit les publications qui accueillent trop de belles Américaines : le lecteur français de 10 à 18 ans est voué aux amitiés viriles ; *Spiro*, entre 1938 et 1963, le sèvre d'héroïnes — 43 personnages féminins pour 1 548 héros mis en scène. *Falbalà* et *Cléopâtre* sont encore ce que la BD autorisée aux mineurs commet de plus audacieusement érotique.

taïfère de *Tintin* ou même la maternelle épouse d'*Abracourcix* le chef gaulois qui n'échappe pas aux intermittences démoniaques de sa compagne.

« femme libérée »... héroïnes ambiguës

Les excès conjugués de la caricature et de la censure y sont-ils pour quelque chose ? Il est certain que la

mécanique ». D'autres suivront : les *Jodelle* et les *Pravda* mises en pop'art par Guy Peelaert, la *Saga* de Nicolas Devill — sorte de Lorenzaccio femelle envoyée sur terre pour protéger la civilisation contre les envahisseurs et qui se laisse corrompre par les vices qu'elle devait combattre —, la *Nouvelle Alice* d'Anne-Marie Simond...

Héroïnes ambiguës : la liberté sexuelle de *Barbarella* — au demeurant tonifiante — c'est la libération de la femme racontée par Emmanuelle Arsan, la génitrice d'innombrables donzelles italiennes — Isabella, Jungla, Lucifera, Jacula... — dont les charmes pulpeux et les dévergondages sado-masochistes font plus pour le chiffre d'affaires de la BD que pour l'émancipation des femmes.

Plus subtiles, plus « vraies », plus subversives aussi sont les « femmes-en-train-de-se-libérer, mais » de la BD humoristique façon Claire Bretcher : la plus féministe, sans le dire, des artistes de BD ? Et si le message touche surtout les catégories de femmes relativement privilégiées (qui lit *Le Nouvel Obs*, *Pilote*, *L'Écho des savanes* ? Rarement, avouons-le, les ménagères des HLM ou des courées du Nord), c'est aussi que le mouvement de libération des femmes a pris d'abord racine dans le terreau des classes moyennes voire huppées de la société.

Dossier réalisé par Claude DESLHIAT

(1) Nous oublions, c'est vrai, la larmoyante Juliette de mon cœur, première d'une lignée de belles émouvantes, la femme vaillante de la BD qui quotidiennement triomphe de la grisaille, du budget trop serré, des mesquineries du boulot, des tourments de la jalousie, des guimauves de l'amour meurtri... Vive le mélodrame où Margot a pleuré ? Peut-être, mais c'est vraiment trop triste pour en parler.



dessins de Brotévier

Reste la mégère (1) : bobonne irascible, disgracieuse, pipelette, sèche et acariâtre, ou bouffie et bavarde, version pot-au-feu en somme de la mante religieuse qui dévore le mâle qui l'a satisfaite, c'est l'épouse du brave *Illico* qu'elle gendarme, dragonne, martyrise et bafoue sans trêve ; c'est la belle-mère des conversations moyennes, la méchante *Cas-*

prohibition pousse à la contrebande. Dans les années 60 même, la libération des mœurs aidant et la contestation de la morale corsetée s'avivant, la BD invente la « femme libérée » *Barbarella* se prodigue sans fausse pudeur — aux amis qu'il faut gratifier, aux ennemis qu'il faut tromper, à des robots qui humblement avouent que leurs élans « ont quelque chose de



dessin de Forest

Mandryka, Gotlib, Reiser et les autres...

Ils sont des millions, écoliers, lycéens, jeunes travailleurs — graffiti's boys qui griffonnent dans les marges, sur les murs, l'asphalte des chaussées, le bois des tables, la paume de leurs mains.

Ils sont des centaines qui tentent d'en faire métier, traînent les salles de rédaction, font le siège des maisons d'édition spécialisées dans la BD (Dargaud, Dupuis et Casterman, Hachette, Editions du Kangourou) ou tentent leur chance près des revues de l'underground (hier *Actuel*, aujourd'hui *Mormoil*, *l'Echo des savanes*, *Métal hurlant*)...

Ils sont des centaines, chômeurs à plein temps ou à temps partiel qui abandonnent et se reconvertissent dans la céramique, la boulangerie, le pétrole ou n'importe quoi qui rapporte au moins de quoi faire croûter son bonhomme.

Et des centaines qui s'obstinent mais se résignent à n'être à jamais que les fonctionnaires de la BD industrielle, de la BD parcellisée telle que l'a introduite en Europe Hergé, le PDG de *Tintin*. Ceux-là travaillent en « collectif » : le Maître campe les croquis et les planches, indique le découpage, réalise le synopsis. Viennent les scribes qui après lui et d'après lui gribouillent et scribouillent pour parachever l'Oeuvre de l'Autre : l'un brosse le paysage, l'autre habille le personnage ou déshabille l'héroïne, un troisième calibre les « bulles », un quatrième trace les cadres, un cinquième assure le coloriage ou le lettrage... OS de la BD ; pères-peinards de la BD standardisée qui se recopie elle-même.

Victimes en fait de la nécessité de bouffer, de la hausse des prix du papier et du matériel d'imprimerie ; victimes des exigences des éditeurs qui n'investissent que sur des valeurs sûres — *Astérix*, *Lucky Luke* ou les *Schtroumpf* à perpétuité ; et encore ce n'est pas le pire ! — se méfient du héros nouveau et du pigiste inconnu ; ne jurent que par le verdict des masses qui consomment (alors, c'est bon) ou ne consomment pas (alors on rejette le créateur dessinant et la créature dessinée) ; victimes de l'air du temps et du pays qui interdit aux cartonistes d'Amérique d'aimer les soldats noirs contestataires et coiffés à « l'afro » ou reproche à la bande-à-Charlie-Hebdo-Hara-Kiri de ne pas aimer « les calembours, l'esprit bien parisien, les histoires de cocus, le festival du Marais, la fête des mères, les safaris congés-payés, les grands patrons simples et pas fiers et les jeunes patrons de combat. »

Ils sont une poignée, talentueux ou non, qui « réussiront ». Avec beaucoup de manières de réussir : dans la BD commerciale des Gaulois fûtés, des Romains tabassés, des cow-boys, des Tarzan et des lumpen-Barbarella.

Dans la BD métaphysique du délire graphique, du « non-sense », de l'absurde, des fantasmes individuels et collectifs : façon Mandryka, Gotlib,

Cabanes ou Anne Simond. Ou dans la BD « politique », du constat social contestataire et du journalisme où l'on n'ignore ni le Chili, ni la force de frappe, ni les multinationales, où l'on bouffe du promoteur immobilier, du flic, du militaire, du magistrat, du phalocrate, du raciste, du nucléariste : Jason, Cabu, Gédé, Wolinski, Reiser ou Brétécher.

Ils ne sont (presque ?) jamais millionnaires : une planche dessinée pour un hebdo destiné à la jeunesse rapporte 350 à 500 francs.

Ils sont souvent anars ou libertaires et disent que la politique ne les intéresse pas ou que la BD, ça n'existe pas.

« la BD n'existe pas... »

Depuis cinquante ans, les peintres, les sculpteurs, musiciens et autres momies utilisatrices de moyens d'expressions fossiles n'échappent plus aux quolibets publics. En revanche, les besogneux des médias nouveaux (bande dessinée, cinéma, dessin animé, radio, télévision), à l'abri des voyoux dadaïstes, croient éviter le ridicule en s'aventurant sur un terrain mal exploité où on ne pourrait les juger que sur leur seule avance technique.

La bande dessinée, produit de consommation courante, au même titre que les raviolis, le tour de France ou la révolution, offre l'avantage d'être une « méthode » de communication matériellement beaucoup plus accessible que le dessin animé, le cinéma et, a fortiori, que la radio ou la télévision placées aux mains des décerveurs officiels.

Cet avantage a permis la publicité et l'épanouissement plus rapide d'un certain nombre de virtuoses de la plume (bien entendu, la bande dessinée étant composée de dessins et de textes, on ne peut prendre en considération que ceux qui prétendent aux deux).

D'aucuns, ne voyant pas dans leur cerveau qu'un simple élément décoratif, se sont aperçus, après deux siècles d'images d'Epinal (texte et dessin formant pléonasmie), que l'intérêt de la bande dessinée résidait principalement dans la distance plus ou moins importante, entre la signification du texte et la signification de l'image. Les beaux esprits diront que le rapprochement ingénieux de deux éléments distincts provoque l'apparition d'un troisième sans rapport avec les deux premiers, bien qu'il les ait vidés de leur substance.

Les poètes parleront de poésie, les binoclards de dialectique. Malheureu-

sement, ces quelques géants inconscients et dessinateurs portent plus que tous autres les stigmates du mal des créateurs.

En effet, ceux pour qui le détournement des objets de leur fonction ordinaire, la création de situations instables, l'étrange familier, le monstrueux anodin, l'anormal fait quotidien, le dérèglement systématique des sens (!), est le tout-venant au bout de leur plume, ceux-là pouvaient faire espérer que leur laborieuse production était seulement le pâle reflet de leur vie propre.

Il n'en est rien : il est notoire que les plus fous sont les plus sages, les plus délirants les plus résignés, les plus débordants les plus mornes. Mieux, la quantité de non-vie contenue dans leur existence est inversement proportionnelle à la quantité d'apparence de vie contenue dans leur production. Prétendre à autre chose qu'à la production tarifée d'un spectacle entre les spectacles de l'économie serait illusoire et mensonger.

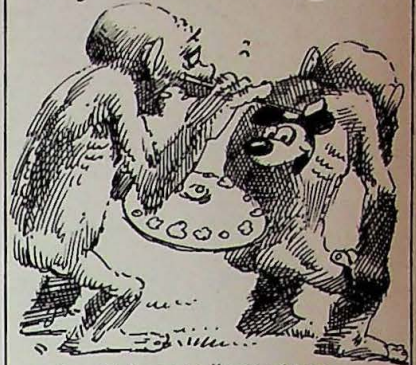
Dire que Untel est la platitude mièvre, Chose la fadeur cristallisée, Truc la tristesse, Machin l'insignifiante en sautoir comme raison de vivre, est une banalité.

Ces « créateurs » sont des impuissants. Ils ont d'autant moins de pouvoirs sur leur vie, qu'ils dispersent leurs forces dans un exutoire qu'ils manient habilement. D'autant plus habilement qu'ils sont impuissants. Ils sont et seront, bien sûr, les derniers habilités à essayer de transformer la misère de leur vie par l'utilisation du moyen d'expression qu'ils utilisent comme opium.

La bande dessinée n'existe pas. Son avènement sera sa disparition.

J.P. CAGNAT ■

à Angoulême : les jeunes de la BD



● **Max Cabanes** : il est né à Béziers en 1947. Travaille comme sérigraphiste puis dans la céramique sur émail. Admire « Démon et merveilles » de M.P. Lowcraft : délire, fantastique, érotisme... Ses premiers dessins sont publiés dans *Record*. Il entre à *Pilote*, fournit des dessins à *Paris-Match*, *Okapi*, *Fluide Glacial*. Il crée la revue *Tousse Bourin* — qui ne cultive pas spécialement le « joli » que Cabanes pourtant n'ignore pas : deux albums pour enfants... « *Mais enfin pourquoi voit-on de si drôles de choses dans le ciel du royaume de Jules Juste 1^{er} ?* », et prochainement « *La petite fille en rouge* ».



● **Annie Goetzing** : elle obtient le prix Alfred 77, à Angoulême pour *Casque d'Or*. Rétro et souvenirs d'enfance : il y a la répression menée par le préfet Lépine, la déportation à Cayenne pour une bricole, les difficultés du petit commerce, la religion. BD désuète ? Oui. Avec ce parfum de nostalgie que goûte aussi Simone Signoret.



● **Hans Kresse** : 56 ans, Hollandais, fils d'une poétesse et d'un musicien. Sûrement le plus célèbre dessinateur de son pays. Prix Alfred 77 du meilleur dessinateur réaliste étranger. A acheter aux éditions Casterman : *Les peaux rouges*.

... SUIS HORS DE MOI ...
JE NE SAIS PLUS CE QUE
JE DIS NI CE QUE JE
FAIS... QUELLE IVRESSE
S'EMPARA DE MES SENS!



● **Anne-Marie Simond** : Suisse, elle travaille d'abord en Suisse puis participe, avec Cabanes, Taffin, Loro, Loisel, à la création de *Tousse Bourin*. Faire de la BD un outil politique ? L'être humain, répond-elle, est plus large que le politique. Mais la BD est aussi miroir de la société et le politique s'introduit par ce biais dans l'univers de la bande dessinée. Telle du moins que la dessinent *Fluide Glacial* !, Ah ! Nana ou *l'Echo des savanes*.

Françoise CLAIRE ■

luttons en classe

Vincennes démantelée ?

Devenues d'authentiques parias, les universités françaises crient misère. Vincennes comme les autres, dira-t-on. Les restrictions de crédits (20 000 heures complémentaires en moins, ce n'est pas rien, sans parler des crédits de fonctionnement !) qui la frappent sont, d'une certaine manière, la face locale d'une politique dite d'austérité, qui sélectionne soigneusement ses victimes et les choisit, entre autres, parmi les organismes où s'élabore et se diffuse une certaine culture.

Des départements entiers, en grand essor, sont mis dans la quasi-impossibilité de fonctionner. Psychologie, où la moitié au moins des cours sont supprimés, urbanisme, départements d'art..., bref, tous ceux qui étaient contraints, faute de postes, de faire largement appel à des enseignants venus de l'extérieur. Mais il y a plus grave. Les impasses budgétaires actuelles, l'incapacité actuelle de Vincennes à accueillir la population étudiante qui s'y inscrit massivement (depuis deux ans, plus de 30 000 étudiants), doivent être situées dans un projet plus vaste. Elles sont perçues par ceux qui travaillent à Vincennes comme le début d'un vaste plan de démantèlement.

qui sera exclu ?

C'est que l'étranglement financier s'accompagne de la perspective dite de « transfert à Marne-la-Vallée », ville nouvelle du Val-de-Marne. Et que, d'après toutes les informations recueillies, ce transfert ressemble à un transfert comme un chat à une souris. Etrange transfert en effet :

● Il y a plus de 30 000 étudiants inscrits à Vincennes. Or les locaux prévus à Marne-la-Vallée ne pourront en accueillir plus de 15 000. Que deviendront les autres ? Qui sera éliminé de cette Université nouvelle dont la vocation est définie par le secrétariat d'Etat comme « régionale » ? Les travailleurs français qui viennent de toute la région parisienne, voire de plus loin (Dunkerque, Nancy, Montpellier même) ? Les chômeurs inscrits aux Assedic, à la recherche d'un complément de formation et d'une autre ouverture sur le monde ? Les travailleurs étrangers, de nationalités très diverses, souvent issus du tiers monde et souvent réfugiés politiques ?

● Il n'y a certes pas de monolithisme pédagogique à Vincennes. Mais il y a une cohérence, objet de constantes discussions et révisions, d'une lente et difficile construction. Elle constitue aujourd'hui l'Université en un tout dont aucun pan ne peut être atteint sans que l'ensemble s'écroule, d'autant que de nombreuses filières interdisciplinaires ont été mises en place. D'autre part, l'enseignement donné à Vincennes, lié à des projets de société très divers, réclame en tout cas la

professionnalisation étroite et n'est pas tourné vers la formation de petits gestionnaires. Or les enseignements prévus pour Marne-la-Vallée sont censés être adaptés à un marché de l'emploi local, qui relève d'ailleurs, en l'état actuel, de la politique-fiction. Ils doivent privilégier le petit tertiaire (bureaux, banques, commerces) appelé, nous dit-on, à dominer dans cette zone géographique. Ainsi défini, le profil de Marne-la-Vallée exige des enseignements à finalité gestionnaire étroite. Il conduit à éliminer un certain nombre de formations fondamentales, de recherches audacieuses, bref les enseignements qui ne correspondront pas au schéma souhaité, en raison de leur nature ou de leur orientation.

● Il y a dans Vincennes un grand nombre d'enseignements non titulaires, en l'absence desquels aucun département, aucune filière nouvelle ne peuvent fonctionner. Il en est de même pour les membres auxiliaires du personnel administratif. Rien de plus facile que de les éliminer dans

un tel « transfert » et de créer quelques centaines de chômeurs supplémentaires cependant que, « libéralement », (comme à Nanterre et Amiens) on offrira aux titulaires le droit de partir avec leur poste, le droit de refuser ce lieu mutilé : Marne-la-Vallée.

prétextes et vraies raisons ?

Oui, étrange transfert. Mais pourquoi ?

Les arguments invoqués ressemblent souvent à des prétextes. Certes, la ville de Paris n'était pas favorable au renouvellement du bail du Bois de Vincennes, et on ne voit pas pourquoi Chirac y mettrait plus de bonne volonté que M. Lafay. Mais le gouvernement dispose de plusieurs moyens... et, après tout, les locaux construits à Vincennes ont été payés quatre milliards d'anciens francs environ. Liquidons-les gaiement. Evidemment, à côté des halles de la Villette...

Plus sérieux en apparence le problème du nombre des étudiants inscrits. Ils sont trop nombreux sans nul doute, surtout quand les crédits attribués ne permettent pas de les accueillir. Mais où peuvent aller les travailleurs ? Dans quelle université ont-ils la possibilité de suivre des cours (insuffisamment nombreux certes), le soir, et le samedi ? De s'engager dans des cursus non limités dans le temps et qui leur permettent d'aménager leurs études selon leurs (faibles) possibilités ? Où peuvent-ils trouver des pratiques pédagogiques, acceptées légalement, qui essaient (sans toujours bien y parvenir, d'accord) de compenser les handicaps culturels de certains non-bacheliers, de faire servir au progrès de tous la diversité des expériences de chacun ?

Le gouvernement avait, il a tou-

jours, en ce domaine, une possibilité : étendre à d'autres universités des solutions que Vincennes a expérimentées (d'autres, éventuellement) pour l'accueil des salariés. Les demandes existent, venant de plusieurs établissements d'enseignement supérieur de la région parisienne et de province. Un projet, dit « décret Quermonne », longuement préparé, a été retiré sans phrase par le secrétariat d'Etat.

Ces prétextes ne sont pas bons, les raisons sont ailleurs. Vincennes dérange. Parce qu'on y enseigne quelque peu autrement, et surtout à un autre public. Parce que son ouverture sur le monde du travail, sa fonction sociale sont en contradiction avec les objectifs définis en très haut lieu. Vincennes dérange, et il faut liquider l'expérience. Dès aujourd'hui, en refusant à cette université les crédits strictement indispensables à sa survie et en éliminant une partie des enseignements et des enseignants. Dès demain matin, en suggérant à ceux qui seraient éventuellement lassés de cette tapisserie de Pénélope remise chaque année sur le métier, qu'une partition est possible, souhaitée. Dès demain soir, en fermant une ville de 33 000 usagers et en projetant d'en ouvrir une autre, deux fois plus modeste, où l'on ne voit pas comment pourraient se retrouver les « habitants » de Vincennes.

Redéploiement du potentiel scientifique existant ? Démantèlement pur et simple de Vincennes ? Ces deux objectifs sont plus complémentaires que contradictoires. Mais ni le personnel administratif, ni les enseignants, ni les étudiants n'ont envie de « laisser faire ». Cela nécessite une véritable information, une discussion sérieuse sur la fonction de l'Université. Cela nécessite aussi le soutien de tous ceux qui partagent nos objectifs.

Madeleine REBERIOUX ■



Photo Maillat

garde à vous mêmes

comités de soldats : contre l'Europe militariste

Le mouvement des comités de soldats repart de plus belle ; des arrestations récentes en Allemagne, dont certaines touchent des camarades de notre parti. D'autres, à Nantes, Toulon, Bourg-Saint-Maurice montrent que le pouvoir de la droite, aux abois depuis le premier tour des municipales, se prépare à une nouvelle phase de répression.

Peut-être même le chiraquisme, acculé à la manipulation policière, espère-t-il faire peur, par de nouvelles inculpations, aux 2 % de voix du centre qui décident — électoralement — du sort de la France.

modifiée par une réduction du temps de service et l'introduction de tous les droits d'association, y compris le droit syndical, à la fois pour les appelés et pour les engagés.

La droite, et certains éléments du Parti socialiste, sont favorables main-



En vérité, les comités n'ont jamais cessé leur activité. Ils ont même pris un second souffle au niveau des revendications. Aujourd'hui, à côté des demandes concernant la vie quotidienne des soldats et des engagés, plusieurs comités réclament l'élection de délégués d'unité et le statut syndical.

En Allemagne, les enquêteurs militaires se nourrissent de mouchardage, croient pouvoir impunément interroger notre camarade Maréchal en le giflant menottes aux pieds et aux mains. Des dizaines de témoignages s'accumulent dans ce sens. Le PSU s'élève vigoureusement contre ces provocations et saisit cette occasion pour réaffirmer sa solidarité totale avec la lutte des comités, pour les droits des soldats.

armée de métier et conscription

Parce que nous sommes pour un contrôle populaire concret sur l'armée, nous sommes contre l'armée de métier et en faveur du maintien de la conscription, mais d'une conscription

tenant à l'armée de métier ; nous y restons totalement hostiles. Nous sommes en cela d'accord avec la majorité de la population. Le SIRPA, organe de propagande officielle du ministère, a publié récemment une brochure intitulée « questions sur le Service national » qui cite ce sondage :

	Jun 73	Janv. 76
Pour le maintien de la conscription	64 %	70 %
Pour la création d'une armée de métier	29 %	17 %

La simple lecture de ces chiffres et des dates d'enquête montre que cette méfiance accrue à l'égard de l'armée de métier est parallèle à la montée des luttes de soldats et à la poussée de la gauche. Elle a quelque chose à voir aussi avec le coup d'Etat chilien de septembre 1973. Ce refus d'une armée purement mercenaire est une position traditionnelle du mouvement ouvrier. Nous ne pensons pas, d'ailleurs, qu'il soit facile d'équilibrer le pouvoir militaire des unités opérationnelles professionnelles par des unités de conscrits et des milices populaires. Mais le maintien d'un

contingent populaire majoritairement à gauche, est un outil politique qui pèse face aux tentations putschistes et rendent ces dernières illégitimes, voire dérisoires, à condition que le contingent soit en pleine possession de ses droits civiques et pose en permanence à l'ensemble du corps des officiers la question du consensus populaire. C'est la lutte des comités qui nous permet de dire que l'armée française ne pourra pas être l'armée chilienne en cas d'expérience d'un gouvernement de gauche.

Il existe malheureusement une bonne tradition putschiste française. A côté de ceux qui « se passent bien », comme celui du 13 mai 1958, qui porta de Gaulle au pouvoir, il y a aussi ceux qui font long feu, comme le coup des généraux et de l'OAS de 1962. Le contingent y a joué son rôle : un petit rôle militaire, un grand rôle politique et moral. La sécurité d'un peuple c'est aussi la certitude que sa propre armée ne sera pas utilisée contre lui.

un patriotisme européen ?

La droite essaie de brouiller les cartes en changeant de terrain et en s'appuyant sur l'Allemagne fédérale. A propos des troupes françaises d'Allemagne, il faut souligner aujourd'hui la resurgance d'un nouveau militarisme, tout aussi dangereux que celui qui pesait à l'époque sur la France du fait de la guerre d'Algérie. On sait qu'un militaire de carrière est avant tout motivé par la notion de « menace ». La manipulation essentielle du pouvoir de la droite aujourd'hui c'est de faire croire au corps des officiers que la menace se situe à la fois à l'extérieur, dans le pacte de Varsovie, et à l'intérieur, dans la majorité du pays qui vote à gauche. Malheureux officier ! imaginez un instant ce que doit être sa préoccupation professionnelle, s'il doit se battre à la fois contre son gouvernement « représentant la subversion

soviétique » et contre les armées de l'Est. C'est exactement ce modèle de conflit que le gouvernement actuel essaye d'inculquer aux militaires. Dans le dernier numéro du mensuel du SIRPA *Armées d'aujourd'hui*, le commandant Doly, breveté d'état-major en infanterie motorisée, imagine un « adversaire stratégique » qui « chercherait à l'emporter en mettant en place un pouvoir à sa dévotion » ; contre cette « subversion politique » qui se poursuivrait par une « menace militaire » puis par une « bataille militaire contre l'Europe ».

Que faire contre cette menace ? Notre officier giscardien répond : il faut faire l'Europe militaire. Le gouvernement s'installe donc impunément dans une doctrine qu'on doit appeler criminelle et qui consiste à pousser l'armée professionnelle dans un patriotisme européen qui justifiera le combat des futurs colonels d'infanterie contre la majorité du peuple français au nom de la majorité des gouvernements européens.

Le bastion principal, le lieu d'élaboration de cette doctrine, c'est le commandement des troupes françaises en Allemagne. C'est pour conserver intact un outil dénaturé et donc antipopulaire que la Sécurité militaire met les bouchées doubles et tente par tous les moyens d'y briser la lutte des soldats. Le PSU réclame, quant à lui, non seulement l'ouverture des droits démocratiques dans ces unités comme dans les autres, mais, à terme, le retrait des forces françaises d'Allemagne.

Maintenir notre soutien au mouvement des soldats dans la période qui s'ouvre c'est donc à la fois défendre les soldats contre les abus de toutes sortes et l'isolement où on veut les maintenir, c'est maintenir ouvert le débat sur la défense, c'est sauvegarder la conscription contre l'armée de métier, dans la forme qui la rend compatible avec un contrôle populaire et ménager pour l'avenir une capacité de défense populaire de la transition socialiste.

Georges YVERRES ■

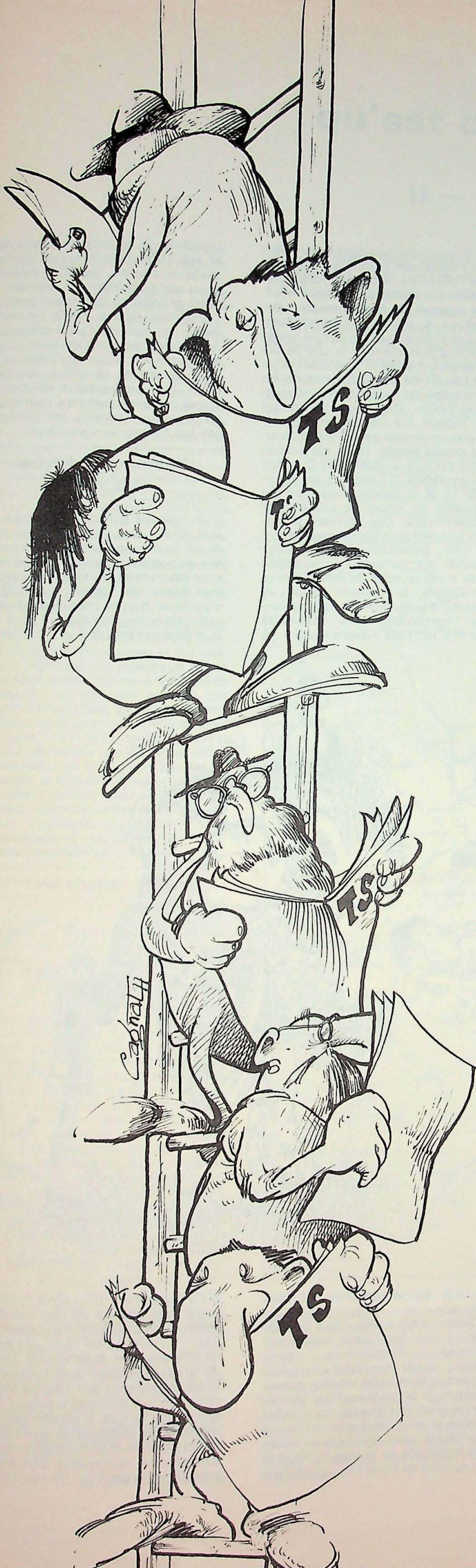
contre la répression dans l'armée : mobilisation !

Le samedi 5 mars, des représentants de la coordination Rhône-Alpes des comités de soldats tenaient une conférence de presse. Le samedi 5 mars sept soldats du 7^e BCA sont arrêtés (cf. TS n° 734) dont B. Grisard responsable du CDJA de Saône-et-Loire, Japiot militant du MAN, et Roland Bernier responsable du MAS Lyonnais et militant du PSU. Ils sont accusés d'appartenir au comité du 7^e BCA, un des CS les plus actifs de la région. Aucune nouvelle de six d'entre eux. Nous savons seulement qu'après deux jours et deux nuits d'interrogatoire, Roland, a été muté avec deux mois d'arrêts de rigueur, au 11^e RAMA de Dinan. Voilà donc une fois de plus la seule réponse de la hiérarchie militaire aux luttes des soldats.

Un « appel régional pour la libé-

ration des sept soldats du 7^e BCA de Bourg-St-Maurice » circule dans les milieux syndicaux, culturels, juridiques et religieux... Les signatures sont centralisées au 68 rue Mercière à Lyon 69002 (pour tout contact : 27-39-24). Télégrammes et motions de solidarité sont à envoyer à la même adresse : ne pas oublier d'en expédier le double à l'« Etat-major de la Cinquième région militaire, place Carnot 69002 Lyon », l'expérience montre qu'« on » y est très sensible... Enfin il faut, comme le réclame dans un communiqué, la coordination Rhône-Alpes des CS, organiser au plus vite « des délégations d'avocats, syndicalistes, et personnalités démocratiques, sur les lieux de détention (Bourg-St-Maurice, Dinan).

Dominique GHISONI ■



vous êtes concernés

dix bonnes raisons pour aider TS à survivre

1. C'est votre journal.
2. C'est, au demeurant, un excellent journal.
3. Dans un an ce sera un grand journal d'opposition.
4. C'est le seul journal de parti qui n'est pas monolithique.
5. C'est le meilleur moyen que nous possédons pour faire sortir nos idées et nos analyses du cercle des militants.
6. C'est et cela doit devenir un outil de travail, de combat et de références pour chacun d'entre nous.
7. C'est un journal qui a acquis une certaine crédibilité.
8. C'est le seul journal de parti au-dessus duquel on peut facilement éplucher des légumes après lecture.
9. Il est trop vieux pour mourir bêtement.
10. C'est le journal parisien auquel il est possible d'apporter le plus d'améliorations...

C.-M. VADROT ■

ABONNEZ-VOUS A TRIBUNE SOCIALISTE

Bulletin d'abonnement
à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).

Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.
CB

(1) Rayer les mentions inutiles. 130 F (1 an); 70 F (6 mois).

et pourtant elle tourne...

Grande-Bretagne : la cogestion parée des plumes du contrôle ouvrier

Le 26 janvier 1977, l'imprimerie de Sa Majesté publie le rapport de la commission d'enquête sur la démocratie industrielle. Le « rapport Bullock » — du nom de son président — prévoit l'introduction de représentants ouvriers dans les conseils d'administration des 738 entreprises de plus de 2 000 employés. Il représente une nouvelle étape dans le débat qui se développe depuis 1968, après la création, cette année-là, de l'Institut pour le contrôle ouvrier (IWC, Bertrand Russell House, Gamble Street, Nottingham).

Cependant nos camarades de l'Institut ainsi que le reste de la gauche ouvrière ne sont pas très satisfaits de ce document. Ils reconnaissent pourtant son principal mérite : le rapport lance un grand débat national sur la gestion de l'économie et la légitimité de ses gérants actuels. Que propose-t-il ? Le texte majoritaire, signé par les représentants syndicaux et des universitaires, va au-delà de la timide participation mise en avant, à contre-cœur, par les trois représentants du patronat qui, signe des temps, n'osent pas rejeter purement et simplement le principe de la participation comme le font la confédération patronale et ses porte-parole politiques, les conservateurs. Dans toutes les entreprises privées (y compris les multinationales et les banques et institutions financières, ce que refusent les patrons), un syndicat ou groupe de syndicats représentant au moins 20 % du personnel peut demander un vote de tous les employés à plein temps sur le principe des directeurs-ouvriers. Si une majorité d'au moins un tiers du personnel vote en faveur de ce principe, le système est introduit dans l'entreprise.

une troisième force neutre ?

Un comité de représentation commune, regroupant tous les délégués d'atelier des syndicats de métier de l'entreprise, est alors chargé de nommer les représentants ouvriers au conseil d'administration. Ceux-ci lui soumettront des rapports sur leur activité. Un directeur ouvrier peut être révoqué si le comité de représentation commune en décide ainsi à l'unanimité, même si ce même directeur n'est pas un délégué de son syndicat, ni n'est tenu à lui rendre des comptes.

Le conseil d'administration, qui existe parallèlement à l'assemblée des actionnaires, se compose d'un nombre égal de représentants des actionnaires (x) et des ouvriers (x) qui élisent de concert un nombre impair, inférieur à un tiers, de directeurs extérieurs (y). Ces derniers peuvent être des cadres de l'entreprise ou du dehors liés à l'entreprise, ou des banquiers, hommes de loi, comptables ou

bien encore des représentants (permanents) syndicaux locaux ou nationaux. C'est la formule « 2x + y ».

Cette troisième force est supposée neutre ; elle représente une garantie de compétence et d'efficacité, valeurs centrales pour nos rapporteurs qui espèrent ainsi éviter la constitution de deux blocs homogènes et antagonistes. En fait, ce qu'on évite ainsi, c'est le droit de veto ouvrier, ce qu'on espère, c'est faire disparaître la « tendance regrettable » qu'ont les représentants ouvriers à défendre leurs intérêts de classe en matière de décision alors qu'en matière de consultation sur des points mineurs on peut compter sur des majorités changeantes.

Cette cogestion capitaliste, parée des plumes du contrôle ouvrier, est renforcée par la clause qui prévoit qu'en cas de désaccord sur la cooptation de la composante neutre (y), celle-ci sera nommée par une commission de la démocratie industrielle contrôlée par l'Etat et où les représentants syndicaux (permanents des fédérations de métier ou de la confédération unique et non pas représentants des délégués d'atelier) n'occuperaient au mieux qu'un tiers des sièges.

Les directeurs ouvriers, qui devront être des employés à plein temps de l'entreprise, ne seront pas payés mais simplement défrayés. Les actionnaires, eux, ne pourront empêcher le conseil d'administration de débattre d'aucune question ; mais ils garderont un droit de veto en matière financière. Le conseil ne pourra décider qu'en ce qui concerne l'allocation des ressources et la nomination, le contrôle et la révocation de la direction. Le conseil d'administration des filiales d'entreprises multinationales devra adopter une structure compatible avec les structures de l'entreprise à l'étranger. Les directeurs ouvriers sont soumis à réélection tous les trois ans sans compte rendu de mandat. Les actionnaires ne sont pas tenus à leur fournir des informations en matière de négociations salariales. La commission de démocratie industrielle devra contribuer à la formation des directeurs ouvriers. Enfin l'expérience peut être abandonnée si un vote du personnel en décide ainsi au bout de cinq ans.

Ces propositions voient le jour alors que l'économie britannique traverse une crise de structure des plus graves. Le vieillissement de l'industrie, aggravé par la fuite massive des capitaux à l'étranger, entraîne un taux de chômage de 5,5 %, une récession des plus étendue et une baisse du pouvoir d'achat (6 % en moins d'un an) liée à une politique de déflation qui n'empêche pas un taux d'inflation considérable (15 %) quoique réduit par rapport aux années antérieures. Le gouvernement travailliste, au pouvoir depuis février 1974, est devenu minoritaire. Il subsiste par la grâce des syndicats (12 millions de membres) et de la gauche travailliste qui redoutent un retour au pouvoir des conservateurs. Ces derniers proposent une déflation encore plus sévère et une liquidation des services sociaux. La politique social-démocrate traditionnelle de redistribution par l'impôt, le « salaire social » et l'égalité des chances (en fait, promotion individuelle des éléments ouvriers les plus « doués » grâce au

mondiale. Si les 1 % de super riches et les 10 % de très riches perdent quelques plumes, les 20 % de bourgeois aisés, profitant au maximum de l'Etat-providence, ont vu leur position s'améliorer depuis 1960. Parallèlement, la nationalisation-étatisation de certains secteurs de base (charbon, transport, acier...) n'a pas accru les pouvoirs de la classe ouvrière. Enfin l'exemple négatif du stalinisme, brandi comme argument suprême par les faiseurs d'opinion, ne conforte pas les consciences ouvrières.

L'hommage du vice à la vertu

Le « rapport Bullock » hommage du vice à la vertu, reconnaît le haut degré de monopolisation de l'économie et son caractère négatif. Reprenant les chiffres de la gauche travailliste (Manifeste travailliste de 1973), il souligne que les cent plus grandes entreprises, qui contrôlaient 25 % de la production en 1953, en contrôlent



système d'enseignement) est dans l'impasse.

Comme il n'y a plus rien à redistribuer et que des forces capitalistes étrangères (Communauté européenne, Fonds monétaire international) empêchent toute solution protectionniste, la droite travailliste gère au jour le jour, minimisant les conflits sociaux et proposant aujourd'hui un réformisme sans réformes en attendant le pétrole de la mer du Nord et une relance de l'économie capitaliste

50 % aujourd'hui. Il souligne l'importance grandissante du rôle des travailleurs dont témoignent l'augmentation du nombre de syndiqués (plus deux millions et demi depuis 1945, 70 % des syndiqués dans l'industrie) et les propositions de « contrôle négatif » offert aux délégués d'ateliers par le système Bullock. C'est pourquoi les modèles de participation ouest-allemand (cogestion) ou français (comités d'entreprise) sont rejetés. Ceci à son tour explique pourquoi les patrons et

qu'est ce qui fait courir l'URSS ?

II — inquiétudes et réajustements

les syndicats de droite (où le rôle des permanents est central) sont opposés au nouveau plan.

La gauche ouvrière quant à elle réclame une représentation paritaire 50%-50% qui correspond aux programmes travaillistes de 1973-1974 et aux propositions confédérales des syndicats de 1974. Ces derniers réclamaient même que les décisions ne puissent être prises qu'avec l'accord de la majorité des délégués ouvriers. La récente conférence de l'Institut pour le contrôle ouvrier (19-20 février 1977) l'a répété : pas de responsabilité sans pouvoir. Elle est consciente du fait qu'une intervention des intérêts externes à l'entreprise ne peut se faire que par le lien entre contrôle ouvrier dans l'entreprise et accords de planification obligatoire (Etat-syndicats-patrons) au niveau national. Ce point est volontairement oublié dans le projet Bullock que le gouvernement souhaite assez proche des projets de la CEE.

Dans le secteur public, la gauche fait des propositions différentes, intégrant les consommateurs et les intérêts régionaux. Le minuscule PC ne veut pas porter atteinte à la liberté de négocier qui pourtant ne peut pas absorber les plans globaux ni la lutte pour une production différente (quel produit, pour quoi faire?). Pour le reste, de même que les sectes ultragauchistes au rôle encore plus négligeable, le PC prône la nationalisation, oubliant ce que disait le révolutionnaire irlandais James Connolly : « si tout ce qui était nationalisé était automatiquement socialiste, les bourgeois eux-mêmes le seraient ».

une chance unique

Le débat va continuer à occuper le devant de la scène. D'autant que le gouvernement ne peut offrir des augmentations de salaires sérieuses et que la liberté de négocier s'applique mal en période de désinvestissement et de restructuration générale. Les travailleurs ne peuvent se contenter de toujours réagir après que les décisions soient prises, et ailleurs. Ils réclameront le droit d'accès à l'information, le contrôle sur la direction, le droit de veto sur les décisions arbitraires et le droit d'être représentés pour appliquer ces fonctions. La gauche parlementaire et intellectuelle est symbolisée par Tony Benn, ministre de l'Energie, qui réclame « la fin du secret dans lequel les patrons, le gouvernement et les services publics accomplissent leur tâche » et le « droit de savoir » dans la perspective du contrôle ouvrier de l'industrie « qui n'est pas plus étrange que l'idée du contrôle du Parlement par les électeurs ». Elle doit articuler son intervention avec l'action sur les lieux de travail et dans les localités qui, à l'image du mouvement des délégués d'atelier, ne se politise et ne se développe au niveau central (comités de branche) que lentement et imparfaitement. Pourtant, la crise actuelle, qui met à nu les rapports de pouvoir, représente une chance unique pour mettre en avant l'alternative socialiste : gestion directe et planification démocratique.

Claude VANCOUR ■

Nicolai Podgorny, président du Presidium du soviet suprême d'URSS et Fidel Castro viennent d'achever leur périple à travers l'Afrique. La presse s'est faite largement l'écho du tour que pouvait prendre en Afrique aujourd'hui certains conflits. « La corne de l'Afrique » menace-t-elle à son tour de devenir un second Angola ? Et l'URSS est-elle en quête d'un système d'alliance qui l'autorise, à terme, d'espérer pouvoir damer le pion aux Etats-Unis, comme en 1975, lors de l'affaire angolaise ? Est-ce le sens de sa démarche ? Aujourd'hui, à travers les efforts conjugués de N. Podgorny et de F. Castro ?

Il n'est pas absolument certain que l'offensive diplomatique — voire la « percée », prétendue ou réelle —, de l'Union soviétique sur le continent africain témoigne exclusive-

En effet, l'accession prochaine de Djibouti à l'indépendance, outre qu'elle s'avère jusqu'à présent difficile dans ses modalités, peut bouleverser l'équilibre des forces dans la



ment de la bonne santé des relations que Moscou entretient avec un certain nombre de pays. Bien au contraire. L'influence du Kremlin se trouve très souvent contrariée ou remise en cause par ceux-là même qui ne juraient parfois que par elle. Si tel est en particulier le cas aujourd'hui, il s'ensuit que l'objet de la présence de Podgorny et de Castro en terre africaine procède moins d'un projet diabolique que d'une réelle inquiétude.

Le contrôle de cette dernière s'avère pourtant vital. Même si l'entrée de la mer Rouge, par conséquent du canal de Suez, ne se révèle pas aussi importante qu'elle pouvait l'être avant 1967, en raison même de la place acquise désormais par la route du Cap.

Celui qu'on nomme désormais le « Kissinger rouge » — Castro — ne l'ignore pas. Aussi s'est-il inquiété très sérieusement de la rivalité qui offre Siad Barre, président de la

Somalie, et le régime éthiopien ; dans quelle mesure tout espoir de réconcilier les deux pays voisins s'avérerait impossible. On sait que non seulement la Somalie revendique l'Ogaden « éthiopien » mais a également des vues sur Djibouti dont une partie de la population est d'origine somalie. Or, une chose est certaine : l'indépendance prochaine de Djibouti conjuguée à la sécession érythréenne, désormais militairement hégémonique — en dépit des divergences au sein des différents fronts de libération —, rend le régime d'Addis-Abeba particulièrement vulnérable. Aussi est-il vraisemblable que le « lider maximo » s'est employé à tenter de réconcilier les deux régimes rivaux. Y-est-il parvenu ? On peut en douter. L'ambition de l'URSS comme de Cuba est de réaliser autour de « la corne de l'Afrique » un front anti-impérialiste dont la République populaire du Yémen, la Somalie et l'Éthiopie seraient partie prenante. Un tel front présenterait un double avantage : celui de faire passer au second plan les intérêts d'Etats divergent entre Mogadiscio et Addis qui ne peuvent que nuire à l'équilibre de cette région, celui d'opposer un « bloc progressiste » capable de tenir la dragée haute aux régimes arabes réactionnaires dont l'Arabie saoudite assure, financièrement sans gros problèmes on s'en doute, le leadership. En somme, refaire dans cet autre centre névralgique de l'Afrique ce qui a été précédemment réalisé en Afrique australe avec les pays de « la ligne de front ».

le dilemme somalien

Or, si l'on en croit certains signes de mauvaise humeur en provenance de Mogadiscio, la Somalie manifesterait quelques réticences à l'endroit d'un tel projet. Les hésitations du président somalien indiquent-elles que ce dernier ne demeurerait pas insensible aux appels du pied de l'Arabie saoudite ? Cette dernière vient d'offrir à la Somalie la bagatelle de 300 millions de dollars d'aide. A une condition : qu'elle ferme ses bases soviétiques. Le chef de l'Etat somalien est ainsi placé devant le dilemme suivant : ou s'aligner sur les propositions de Fidel Castro, par conséquent de l'URSS, et renoncer à ses ambitions territoriales, ou rejoindre le camp des Etats favorables à la transformation de la mer Rouge en « lac arabe ». Rien n'est encore joué, mais on voit mal comment la Somalie pourrait s'accommoder de l'aide militaire promise par Castro à l'Éthiopie. Du point de vue strict de ses intérêts d'Etat — les seuls qui en définitive comptent — il est probable que la Somalie ne se satisfaira pas aussi facilement du jeu de dupes auquel en fin de compte l'URSS voudrait l'associer. D'autant que, autant qu'on en puisse juger, les discussions qui se sont déroulées à propos de Djibouti ne sont pas pour déplaire au président somalien. Il n'est pas impossible que le nationalisme qui sévit aujourd'hui en Afrique, dont le cas présent n'est qu'un exemple, prévale finalement. Une affaire à suivre.

José SANCHEZ ■

L'Uruguay à l'heure du cartérisme

L'Uruguay — deux fois vainqueur dans le passé — vient d'être éliminé de la phase finale de la Coupe du monde de football ! Plus significatif encore : seuls cinq mille supporters ont assisté au dernier match contre le Venezuela à Montevideo. Il est vrai que le billet d'entrée au stade est aujourd'hui un luxe qui n'est plus à la portée que des militaires. Leur solde en effet est doublée chaque mois, en vertu de la fiction de « l'état de guerre interne », maintenu depuis 1972, bien qu'il n'y ait plus de Tupamaros à combattre depuis longtemps. L'armée dont les effectifs ont triplé depuis 1969 dévore ainsi allègrement la moitié d'un budget en déficit chronique.

Parallèlement, le pouvoir d'achat de l'ensemble de la population ne cesse de baisser : — 25 % depuis 1968 selon les indices officiels ; plus du double en réalité. Le salaire minimum vital est à 200 francs, alors que beaucoup d'articles sont aussi chers qu'en Europe. Les fournitures scolaires et l'uniforme d'un seul enfant reviennent par exemple à 150 francs. Mais le gouvernement vient en outre de supprimer un droit traditionnel des fonctionnaires : la prime de vacances.

Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas qu'un demi million de personnes aient quitté l'Uruguay (qui comptait à peine 3 millions d'habitants) depuis cinq ans.

Cela mis à part, l'économie va bien, merci. Sous la houlette, d'Alejandro Vegg Villegas, technocrate formé aux Etats-Unis et qui fut ministre de l'Economie jusqu'en août 1976, l'inflation n'a été que de 4 % en 1976 ; les exportations de viande ont triplé par rapport à 1975 et les exportations dites non traditionnelles (cuir, aliments, textile) ont également progressé. La balance commerciale a été ainsi à peu près équilibrée pour la première fois depuis 1973. Le taux de croissance s'est maintenu aux environs de 4 %.

Mais la date extérieure s'élève à un milliard cent mille dollars dont 265 millions (soit plus de la moitié du montant des exportations annuelles) sont exigibles en 1977.

Une affaire récente est extrêmement significative à l'égard du caractère des relations commerciales avec les Etats-Unis, principal créancier de l'Uruguay. A la suite d'une demande soutenue, les exportations de chaussures uruguayennes en direction des USA sont passées de 200 000 paires en 1974 à 2 200 000 paires en 1976. Les prévisions étaient de 3 000 000 de paires pour 1977. Or les Etats-Unis envisagent, unilatéralement, de fixer un quota de 200 000 paires annuelles à l'Uruguay. Comme ils absorbent la quasi-totalité de la production, cette mesure signifiera la fermeture de 27 usines (sur 30) et le chômage pour 12 000 travailleurs supplémentaires. Les banques améri-

caines pourront ensuite accorder de nouveaux prêts à l'Uruguay à des taux léonins.

Contrairement à ce qui s'est passé au Chili ou en Argentine, l'élimination de toute opposition s'est faite, en Uruguay, par étape. En 1972 ce fut la défaite militaire des Tupamaros. En juin 1973 la dissolution du Parlement et des syndicats. En novembre de la même année l'interdiction de 14 partis de gauche. En juillet 1976, le président Demichellini, mis en place par les militaires à la suite de la destitution du président Bordaberry, signe les « Actes Constitutionnels » 3 et 4, par lesquels il suspend pour quinze ans les droits politiques de tous les candidats — élus ou non — aux élections de 1966 et 1971. Ainsi les partis traditionnels, « Blanco » et « Colorado », se trouvent à leur tour mis hors la loi dans la pratique.

Comme le président Aparicio Mendez qui lui a succédé n'est guère qu'une potiche, les militaires monopolisent le pouvoir à tous les niveaux.

Cependant ce musèlement juridique de l'opposition s'est accompagné d'une élimination sauvage des opposants. Après les Tupamaros, ce fut le tour du PC. Celui-ci entretenait l'illusion parmi ses militants, et une partie de la population, qu'un secteur de l'armée, à la tête duquel se trouvait le général Gregorio Alvarez, nourrissait un projet « progressiste ». La répression les réveilla brutalement en octobre-novembre 1975 : plus de 500 militants arrêtés, sauvagement torturés, parfois à mort ; son infrastructure en partie démantelée. Il continue cependant à publier une feuille d'information dans la clandestinité.

les deux cartes des USA

Dans ces conditions on comprend aisément que les manifestations de résistance ouverte soient timides. Il convient cependant de signaler, au début de 1977, des communiqués clandestins de la Convention nationale des travailleurs et de la Fédération universitaire. En revanche, la



Photo D.R.

l'ordre règne à Montevideo

CGTU, centrale syndicale « jaune », liée aux syndicats américains et à l'AFL-CIO, est réduite à une poignée de bureaucrates à solde.

L'opposition, malgré une surveillance de tous les instants de la part des militaires, s'est réfugiée dans les clubs sportifs, les coopératives (logement, consommation) et les groupes de réflexion de l'Eglise. Certains indices donnent à penser qu'en dépit de la répression et des difficultés de la vie quotidienne il existe dans la population un potentiel de mobilisation. Il s'est révélé par exemple le 21 mai 1976 lorsque, en dépit des risques encourus, 10 à 15 000 personnes se sont rendus à l'enterrement des parlementaires Gutierrez Ruiz et Zelmar Michelini, assassinés en Argentine.

C'est ce potentiel que tentent de détourner les leaders politiques des partis traditionnels, qui ont favorisé la montée des militaires — en particulier en votant les lois d'exception en 1972 — mais qui revendiquent aujourd'hui une part de l'exercice du pouvoir. C'est ainsi que des dirigeants des Partis national (Blanco), Colorado et Démocrate chrétiens se sont réunis le 26 décembre dans un restaurant de Montevideo afin d'élaborer, avec l'appui des militaires honnêtes, une « formule qui permette à l'Uruguay de sortir de l'actuelle conjoncture militaire ». Quelques jours plus tard était organisé un banquet de 300 personnes par Jorge Batle, leader du parti « Colorado » et vieux collaborateur de la CIA, comme l'a révélé Philip Agee (1).

Mais l'homme « providentiel » paraît être, sur ce plan, Wilson Ferrera Aldunate, leader du parti Blanco dont la campagne présidentielle fut en partie financée par les Etats-Unis en 1971. La suspension de l'aide militaire américaine fut précédée de son intervention devant le Sénat américain. Un enregistrement de ses déclarations circule sous le manteau à Montevideo. Les militaires ayant tenté de le faire assassiner en Argentin-

ne, son prestige grandit dans une population lasse de la dictature uruguayenne.

Pour les Etats-Unis, il s'agit d'une sorte de « Frei uruguayen ». Son fils, « en mission » à Montevideo ayant été arrêté, c'est l'ambassadeur des Etats-Unis en personne qui obtint sa libération et le prit sous sa protection. Lorsque l'exercice du pouvoir aura « usé » les militaires, il constituera une alternative ne représentant sans doute que des risques calculés. Les Etats-Unis ont certainement à l'égard de l'Uruguay une politique attentiste, sensible au rapport de force interne. Il ne faudrait pas à cette égard avoir trop d'illusions en ce qui concerne les « pressions » de l'administration Carter. L'aide militaire suspendue en 1977 n'a représenté en 1976 de 4,1 millions de dollars, alors que l'aide totale des organismes financiers nord-américains s'est élevée à 101 millions de dollars. L'ambassadeur des Etats-Unis, Ernest Siracusa, a d'ailleurs personnellement rassuré le ministre des Affaires étrangères Alejandro Rovira sur ce point, ajoutant : « Nous sommes toujours dans les meilleures dispositions à l'égard de l'Uruguay ». Comme pour confirmer ses dires, la Banque mondiale annonçait le 1^{er} mars un prêt de 30 millions de dollars pour moderniser l'agriculture uruguayenne.

La gauche uruguayenne paraissant à l'heure actuelle dans l'incapacité de forcer le cours d'une véritable ouverture démocratique, la seule question est de savoir si l'impérialisme et la bourgeoisie uruguayenne, dans l'éventualité d'une politique de « démocratisation », commettraient une erreur d'appréciation, en sous-estimant le potentiel de lutte des masses uruguayennes.

Alain LABROUSSE ■

(1) Philippe Agee, *Journal d'un agent secret, dix ans dans la CIA*, Paris, Seine, 1976.

les armes de la critique

rencontre avec Jean-Louis Bory alors, ce sacré cinoche ?

Tout va mal, tout va bien. Le cinéma pond des kilomètres de pellicule et des créateurs n'ont pas un sou pour tourner. Où allons-nous, où en sommes-nous ? C'est ce que nous avons demandé à Jean-Louis Bory.

T.S. : Comment se porte le cinéma ?

Jean-Louis Bory : Lequel ? Il y a cinéma et cinéma ; salle de projection et boîte de conserve pour public non averti ! Le cinéma, le vrai, ne se porte pas — il se traîne. L'autre, celui de la cuculisation débilissante pour masses enclaireonnées, se porte à merveille. De karaté en sauce soja ; d'oreillers pervers en Louis de Funès du pauvre ç'a l'air de marcher... hélas !

T.S. : Parlons du cinéma important, du cinéma des vrais créateurs.

J.-L. B. : On recherche créateur... Si tu m'en trouves un qui ne pèse pas quinze kilos à force de bouffer des patates — ou de ne rien bouffer du tout, comme Marcel Hanoun qui fit une grève de la faim pour pouvoir être entendu — tu me l'amènes, ça m'intéresse. Ce qui se passe est grave. Le cinéma est dans la main des seigneurs. Les seigneurs ne comprennent en général rien au cinéma, mais savent que ça doit être rentable — sacro-sainte notion de rentabilité au nom de laquelle des chefs-d'œuvre ont pourri dans d'obscurs tiroirs de la distribution, pendant que d'autres futurs chefs-d'œuvre roupillaient dans les bureaux de la production

Valoir tant : c'est la politique actuelle pour un film. Un cinéaste qui ne fait que deux strapontins par temps d'orage peut toujours avoir la critique pour lui — rien n'y fera. Sera condamné sans appel. Pourra jamais plus recommencer.

T.S. : Et quel est le credo de ces seigneurs ?

J.L. B. : Le ronronnement discret. Roupiller sur ses deux oreilles en gardant l'œil ouvert pour surveiller le porte-monnaie ! Ils offrent du « commercial » — c'est du cinéma en prêt-à-voir, comme il existe une mode prêt-à-porter. Un film comme *Valparaiso*, *Valparaiso* de Pascal Aubier a dû mettre dans les deux ans avant de pouvoir montrer le bout de son nez. Et, pour un film intéressant qui sort, combien resteront enfermés ?

T.S. : Mais pourquoi garder des films tournés dans leurs boîtes ?

J.-L. B. : Parce que ça coûte moins cher que de le sortir ! Les problèmes de la sortie d'un film tiraillent sur les bourses de ces messieurs : copies, salles, publicité... Alors que, cloîtré dans son métal, le film ne fait plus dépenser un seul centime.

Il arrive aussi qu'on sorte les films

« en catastrophe » n'importe où, n'importe quand. Résultat : pas un clochard ; Verdict : accusé Untel, vous êtes cinéaste comme moi je suis pape — plus question de vous financer.

T.S. : Qui sont ces seigneurs ?

J.-L. B. : Les producteurs, les distributeurs... Le distributeur est un personnage étonnant : un œil sur les salles où il va « programmer », un autre sur ses sous. On se demande s'il lui arrive parfois de regarder le cinéma ! C'est l'homme de la consommation et, donc, du tiroir caisse. Le style « plus il y a de fous,

existe parmi les exploitants et les distributeurs des gens très bien. C'est rare, mais ça existe.

T.S. : Cinéma debout contre cinéma couché — comme tu disais dans un livre. Est-ce un combat gagné d'avance ?

J.-L. B. : Hélas, oui. C'est le cinéma-putain qui l'emporte ; mais j'espère — je souhaite — que cela change. Que l'on comprenne que le public est adulte et vacciné. Mais nous sommes encore à l'ère du putanat-mécénat disparu...

T.S. : Alors, le cinéma libre ?

J.-L. B. : Celui-là, une fois encore, tu me l'amènes si tu le trouves. Première constatation, qui relève de l'évidence : un cinéma conditionné par la loi du profit ne peut être un cinéma libre. La censure de la « rentabilité » est la plus lourde parce que la plus cachée, la plus hypocrite.

T.S. : Le cinéma politique ?

J.-L. B. : Quand il n'est pas récupéré pour devenir un cinéma-alibi, il est brimé. Louche, ce genre-là, tu comprends, mauvaise fréquentation... C'est que ça attire les foules, le cinéma ; faudrait veiller à ne pas relever les gens que l'on a péniblement couchés.

de Funès irrécupérable, il ne comprend peut-être pas qu'on lui impose une vision du monde — une vision *politique* qui va dans le sens des idées en place.

Il existe des cas intéressants — un « renouveau » possible, l'aube du début du commencement de l'aurore d'un espoir — *L'Aile ou la Cuisse*, par exemple. C'est un machin débilissime pour « Grand Public » (quelle expression !). Eh bien, Zidi a signé-là un film un peu moins dégueulasse que les précédents. Il parvient à dénoncer le trust de la bouffe. Pour ce genre de cinoche, qui va toucher un nombre incroyable de gens, c'est un précédent audacieux.

T.S. : Mais on parle, aujourd'hui, des problèmes politiques dont on ne parlait pas avant.

J.-L. B. : Bon, d'accord ! Mais il aura fallu attendre longtemps avant qu'une caméra se pose sur une usine, sur des travailleurs, sur des immigrants ! Et puis, on ne parle pas de tout : on parle à peine des vieillards, peu des paysans et pas du tout des handicapés physiques. Evidemment, puisque pour les seigneurs, cinéma égal divertissement, on reconnaît qu'il n'y a pas, là, matière à gaudrôle.

Ce qui bouge, en ce moment, c'est



Photo Clarisse Delfuss

Notre collaboratrice Fabian Gastellier avec Jean-Louis Bory.

plus on rit — les fous, ce sont les spectateurs, et celui qui rit, c'est lui. Ce genre d'homme ne joue ses cartes que sur le film rase-motte qui fera tout, sauf penser le public. Une fois qu'il a acheté son film, il le loue aux responsables des salles : les exploitants. Mais il sait ce qu'il fait (toujours à cause de l'œil en forme de tirelire) ; c'est toujours le coup du chantage : « Je te donne ma *Love Story* si tu me prends un intellectuel emmerdatoire et un intimiste martyr ». Le tout emmagasiné dans les salles obscures avec le moins de frais possible ; d'où les courts métrages débilissimes et vomitifs au maximum que le public se tape à chaque séance. Mais, bien entendu, il

La société qui prône la rentabilité conduit inévitablement à la contrainte idéologique. Docilité économique, puis docilité devant l'idéologie dominante — d'où qu'elle vienne. Mais il faut comprendre une chose, aussi : tout cinéma est politique. Aller au cinéma, c'est un acte politique. Alors, il y a politique et politique — celle des idées en place et celle des idées qui créent le désordre. Le cinéma qui ressemble aux pièces de Françoise Dorin appartient à la première catégorie ; le cinéma qui louche vers Hanoun, Faraldo, Godard relève, évidemment, de l'autre.

Quand le public se tape sur les cuisses devant Coluche récupéré ou

le côté femme. Parce qu'avant... sorti de la godiche, de la nunuche pour fin de journée ensoleillée, rien ! Maintenant, elles parlent de leurs problèmes : l'avortement, par exemple. Mais il y a encore beaucoup à faire...

T.S. : Par rapport à tout ce qui reste à faire, à quoi sert la critique ?

J.-L. B. : A faire causer. C'est déjà beaucoup. Surtout si la discussion concourt — même pour la valeur d'un millimètre cube — à faire s'écrouler la pyramide des idées en place.

Propos recueillis par
Fabian GASTELLIER ■

« Ames perdues » de Dino Risi De l'autre côté du miroir

Dino Risi a tenté, avec *Ames perdues*, un virage dangereux : ne plus être l'auteur des irrésistibles comédies « à l'italienne », mais devenir le cinéaste de la peur, de la folie ; le spéléologue, de la terrible nuit des hommes. Pari difficile. Pari gagné.

Venise en nocturne. Quelque chose de sinistre coule à travers le bleu de la nuit et le reflet des eaux. Une angoisse indéfinissable pèse sur la ville superbe et condamnée ; splendide et cependant pourrie. Venise a deux visages : premier signe.

A peine une trace de vie en cette nuit qui n'en finit pas. La ville semble morte — autre morte que le palais Stolz où débarque le jeune Tino, venu apprendre la peinture dans la Venise des beaux-arts. L'impression de ruine, Tino la retrouve à l'intérieur de la maison figée qu'habitent son oncle et sa tante, deux êtres que tout semble séparer. Elle, c'est Elisa (Catherine Deneuve) : belle encore, mais fragile — « décomposée » comme la cité ; lui, c'est Fabio (Vittorio Gassman), un tyran nostalgique du « grand empire germanique » d'avant l'unification de l'Italie. Entre eux deux, l'atmosphère est tendue ; les rapports se teintent de sado-masochisme et le cérémonial imposé par l'oncle a quelque chose de grotesque qui peut, également, inquiéter.

Face à ces êtres qui ont tué la vie et perdu le bonheur en perdant la jeunesse, Tino devient un révélateur. Il est ce qu'ils ne seront plus jamais et leur rappelle des souvenirs péniblement refoulés.

Peu à peu, l'inquiétude cède le pas à l'angoisse : bruits, craquements, soupirs — tout le mécanisme du film noir est utilisé par Risi. Le film se bâtit sur un crescendo : une lente montée vers un paroxysme qui est également une descente au plus profond des hommes.

L'univers, ici, est codé ; c'est un labyrinthe de signes : rébus, jeux de mots sans sens apparent, énigmes — tout semble donner naissance à un monde dans un autre monde, comme si la vie de la villa Stolz n'était plus possible que par extraits à jamais dissociés les uns des autres. Un puzzle dont les principales pièces seraient manquantes.

Devant cette vie en forme de point d'interrogation, Tino cherche à percer les secrets qu'on lui cache. Il finit par apprendre que la maison vit sous la double domination d'un fou (le frère de Fabio qui est à jamais enfermé dans le grenier) et d'une morte (la fille d'Elisa, disparue dans d'étranges circonstances). L'angoisse se teinte alors de curiosité, de cette soif du mal qui dort en chacun de nous. Irrésistiblement attiré par le spectacle — et le mot a son importance car il s'agit de la mise en scène d'une folie — offert par le séquestré, Tino va l'épier : hor-

rible vision d'une existante obscène et déformée par le verre grossissant du judas. Apparaît alors, derrière le vieux théâtre délabré du palais — et là encore le lieu est un signe — l'homme devenu pantin. Maquillé comme un acteur, vociférant comme un blessé, riant comme un démon ;



c'est la pénible image du « négatif » porté par tout être humain. Risi analyse sa folie : le professeur enfermé ne réagit de façon incohérente que lorsqu'il a des spectateurs. Sa « folie » est de créée par l'œil du public — sans ce spectateur de l'ombre, point de malaise ; la maladie de l'âme n'apparaît que par l'intermédiaire des autres, des êtres que l'on dit « normaux » et qui collent sur le front de l'autre l'étiquette dont ils ont besoin pour se rassurer. En fait, il suffit du regard d'autrui pour transformer l'ange en bête. Deuxième signe.

Et si la folie n'existait pas ? Si elle n'était que le côté pile de tout indi-

vidu ? Si cet homme sauvage, cloîtré dans sa chambre et accusé du meurtre de Béba, n'était autre que le rigide Fabio, si froid, si calme et si raisonnable en apparence ?

Risi accélère alors le rythme de son film : on est allé trop loin, il faudra basculer, passer de l'autre côté du miroir. Pour Risi tout homme est à la fois docteur Jeckyll et mister Hyde ; entre l'homme de la civilisation et l'être libéré à ses propres démons intérieurs, il n'y a de barrière que celle de l'hypocrisie : il faut soigneusement cacher ce qui est malade en nous.

C'est alors l'étonnante métamorphose physique de Vittorio Gassman qui se laisse glisser vers son propre soleil noir. Devenu l'homme-fou, il n'est plus prisonnier des apparences ; il ne joue plus le jeu imposé par la société. C'est une espèce de liberté qu'il recherche à tâtons dans cette deuxième vie.

Ames Perdues (comme cette traduction semble plate à côté du titre original, *Anima Persa*, tout emplis des ambiguïtés véhiculées par le film) est une œuvre qui nous renvoie à une interrogation sur l'identité et l'entité. Plus encore : si Dino Risi se révèle aujourd'hui un cinéaste exceptionnel, c'est parce qu'il utilise toute la force des mythes. Avec *Parfum de Femme*, déjà, nous trouvons le langage des mythes : Don Juan et Oedipe. Avec *Ames Perdues*, il opère une variation autour d'un thème mythique : le double, avec tout son bagage d'attraction et de répulsion. Troisième et dernier signe.

Et, si ce langage nous touche au plus profond, c'est parce qu'il est le seul à poser et posséder les interrogations essentielles à l'humain.

Fabian GASTELLIER ■

un film : Lip, le goût du collectif

Les élections municipales ont vu une forte avancée de la gauche. La victoire semble à portée de la main en 1978. Aussi le problème du type d'alternative, d'une autre conception de l'économie et de la société va se trouver reposé avec acuité si l'on ne veut pas que cette perspective soit sans lendemain.

Les interrogations véhiculées par tout un courant de lutte dont Lip a été le symbole et qui mettent en cause, dans la pratique, l'organisation capitaliste du travail et la logique qu'elle impose à la société tout entière, font l'objet d'un long métrage « Lip 73, le goût du collectif ». Il retrace les péripéties du premier conflit Lip. Il a été réalisé en accord avec les travailleurs de Lip, par des militants — dont un cinéaste — qui avaient pris une part active à la lutte de 73-74. Il veut décrire la lutte de l'intérieur en laissant la parole à ceux qui l'ont faite.

Le grand — et rare — mérite de ce film, c'est d'essayer de retracer l'expérience collective des Lip en ne plaquant aucun discours, en ne laissant d'autres commentaires que les réflexions des Lip eux-mêmes. Mettant l'accent sur l'élaboration de nouveaux modes de fonctionnement, de nouvelles relations sociales (à l'intérieur comme en dehors de l'usine), il réussit à montrer — sans démontrer — pourquoi cette lutte sur l'emploi a été un moment important dans la recherche d'une autre société. A ce titre, il s'inscrit au cœur de nos débats. ■

Lip 73-74, Le goût du collectif, de Dominique Dubosc et Hans Lessing, à partir du 30 mars 1977 au cinéma «La Pagode» 57bis, rue de Babylone, 75007 Paris. Location (diffusion militante), Seuil Audiovisuel, 29, rue Guénégaud, Paris 6°. Tél. : 325.72.08.

Risibles amours de Milan Kundera

C'est avec une pièce construite à partir de deux nouvelles (*Le jeu de l'auto-stop*; *Que les vieux morts cèdent la place aux jeunes morts*) que l'écrivain tchèque Milan Kundera revient au théâtre. Auteur écorché vif, témoin de tous les troubles qui ont secoué son pays et l'on obligé à s'exiler. Kundera, auteur habité par la mort, se veut l'écrivain d'un peuple précis, à une époque précise.

Avec *Les Propriétaires des clés* Kundera était venu, non sans hésitations, au langage théâtral. Aujourd'hui, le metteur en scène Jacques Lassalle monte *Risibles Amours* au TEP. Le coup de foudre a été immédiat : « Je pense, confie Lassalle, que le théâtre doit intégrer à son univers des formes qui sont parfois infra-culturelles ; dans certains cas, il doit aller chercher son bien ailleurs : dans les formes musicales, linguistiques ;

dans des formes d'expressions visuelles ; éventuellement, dans des récits comme ces nouvelles de Kundera. » Le travail théâtral s'est fait en deux étapes : au départ, Lassalle voulait adapter lui-même les deux récits pour la scène, mais Milan Kundera refuse, par principe, toute adaptation. Ils se rencontrèrent pour en discuter et, finalement, Lassalle obtint de l'écrivain qu'il réécrive lui-même ses textes.

Le jeu de l'auto-stop montre un couple qui part en vacances. A la faveur d'une halte, la femme sort de la voiture, se place sur le bas-côté de la route et fait semblant d'être une auto-stoppeuse. L'homme l'accepte dans la voiture, et voilà le couple parti pour un jeu curieux qui finira dans la cruauté. *Que les vieux morts cèdent la place aux jeunes morts* se joue également à deux personnages : un

homme, une femme qui, jadis amants, se retrouvent au bout d'un long chemin qui les a séparés. Angoisse de la vieillesse, de la solitude ; peur de la mort... Kundera se défend d'avoir voulu insérer un « message politique » à travers ses deux nouvelles. Il a peur des réactions d'un public qui ne verrait en lui que le tchèque réfugié cherchant à dénoncer le stalinisme à partir de n'importe quelle situation. Il préfère que l'on insère sa pièce dans une époque donnée plutôt que dans un lieu géographique précis : « je pense, dit-il, que le fond historique est commun à toute notre époque. »

Jouée au petit TEP du 22 mars au 24 avril, *Risibles Amours* est une œuvre que l'on attend avec impatience.

F.G. ■

points de vue

Ainsi, sans crier gare, tous les deux ou trois mois, un grand moment de télévision vient nous écharper. Ça ne fait pas la « une » des journaux spécialisés : c'est une surprise qui échappe aux mailles du filet, aux grilles des programmes... Il s'agissait la semaine passée sur TF 1 de *Dernier théâtre* ou *Camélia souvernirs*, de Gérard Patris.

Ce mercredi 23, à plus de 22 h — mauvais jour pour les chroniqueurs d'hebdo, mauvaise heure pour l'audience — nous avons accompagné quelques instants les derniers comédiens ambulants du « Théâtre natio-

Anne Gaillard : encore en colère !

Entre la chronique cinéma, théâtre, les papiers politiques, le courrier des lecteurs, l'édito, il aurait presque fallu ouvrir la rubrique « Anne Gaillard ». Pensez, rien que pour *TS* c'est déjà le troisième article. C'est trop et y en a marre. Alors, vite parlons du débat sur FR 3, dimanche à 20 h 30 à *L'Homme en question* (I) et finissons-en.

Que ce soit à *Radio-France* quotidiennement, à la une de *Elle*, dans *Télérama*, à la télé, c'est sans surprise : agressivité, hurlements, mèche volante, points serrés, on ne peut vraiment rien lui dire. Mme Katia D. Kaupp en a fait les frais dimanche, toute paralysée — devant les caméras ?

Pour sa défense disons que l'on reste pantois devant une telle tornade. Mais que s'est-il donc dit ? Entre deux cris on a entendu que Anne Gaillard n'était ni de droite ni de gauche mais réformiste, qu'elle aimait les repas calmes entre amis et, tout de même, qu'elle était pour un vrai (fichtre, qu'est-ce que ce sera) capitalisme libéral et aussi qu'elle aimait son travail. Sans ce travail, eh bien il n'y aurait peut-être plus d'Anne Gaillard (« c'est toute ma vie ! »). Tiens, serait-ce le problème et finalement un drôle de drame que nous subissons sans nous en douter chaque matin pendant une heure ?

La défense du consommateur est submergée dans tout ça, par contre Anne Gaillard devient un « personnage » à ne pas rater. Ah ! pouvoir quand tu nous tiens ! Anne Sinclair, l'animatrice de l'émission, réussit à glisser un « Concluez Anne Gaillard » et fut obligé de la couper sans façon : l'heure était passée, eh oui ! Anne en est restée toute tristounette...

M.F. CHAILLEUX ■

nal Jean Valmont ». Assez pour rencontrer Poupette la patronne ; Guy, Evelyne et tous les autres et surtout Jean : mort récemment, le directeur de la troupe reste présent dans les propos des siens, dans chaque geste, dans chaque rôle. On a pu mesurer la peine, le talent, le voyage, le goût de vivre et de jouer et l'angoisse de ne pouvoir continuer.

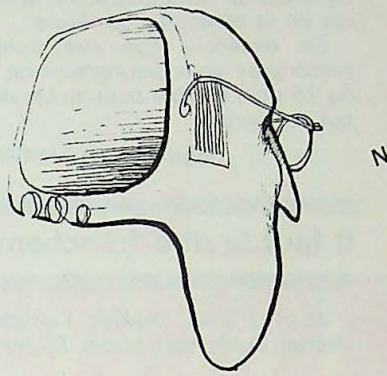
On a aperçu aussi le public, ces habitants des bourgs et des campagnes de Saône-et-Loire qui délaissent leur télé quand les tréteaux se dressent. Marie-Thérèse, la garde-barrière, parcourt en vélomoteur 80 km pour ne pas rater la représentation : elle connaît tous les acteurs, tout le répertoire — par cœur...

respecter le réel

Cette émission, était-ce du reportage, du « journalisme », de la dramatique ? Pas commode à identifier. Sans doute parce qu'il s'agit là d'une authentique « création » de télévision :

s'y manifestent à la fois la volonté d'aller au réel et de le respecter, ainsi qu'un travail original, exigeant et sensible, de mise en forme personnelle. Les programmes étant ce qu'ils sont : une rediffusion à ne pas manquer un jour où l'autre.

Comme tout un chacun, lundi soir, on s'est fait tirer l'oreille par Giscard. C'est vrai aussi, ce qu'il dit cet homme-là : on a déjà coupé la tête à Louis XVI ; on a fait pas mal de misère à De Gaulle ; Pompidou, on l'aurait presque mis au tombeau... Puisque papa dit qu'il va faire un effort...



Et puis on est passé sur FR 3 pour voir *Moi y'en a vouloir des sous* : en vrac, dans le même sac et vigoureusement secoué : les flics, les syndicats, le MLF, les curés rouges, le patronat, et même « l'écologie »... Un ramassis de lieux communs et de thèmes actuels traités sur le mode rigolard dans le style du *Parisien libéré*, par des professionnels de l'audio-visuel — des « masseurs de media » désabusés...

Ça se sait, on n'a aucune sympathie pour Gérard Sire ; on a encore des restes d'indulgence coupable pour Jean Yanne... Doit-on l'avouer ? On a ri. Paraît qu'on n'aurait pas dû. On est confus.

René LANARCHE ■

les mots croisés de TS

Horizontalement :

I. Emanant du peuple. II. Pas grand-chose !; rebondi. III. Pas rebondies. IV. Terme de jeu ; enveloppes. V. Ne se change paraît-il pas ; bien attrapés. VI. Tramé dans la nuance. VII. Ça va mal ! ; un rouge ! ; s'engloutit en Bretagne, paraît-il. VIII. Flottent en hésitant. IX. Hèle la biche ; débute outre Manche ; issu. X. Vit naître une flopée de marchands de canons ; cité biblique.

Solution du problème n° 19

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	U	T	O	G	E	R	E	E	S
II	N	E	I	G	E	S	T	S	E	
III	T	S	A	R	S	S	A	N		
IV	I	R	E	T	E	N	T	I	T	
V	Q	U	E	I	T	I	L	I		
VI	U	S	C	O	R	E	S	M		
VII	A	S	A	N	E	E	V	E		
VIII	I	V	A	N	T	A	R	I	N	
IX	R	P	O	T	A	N	S	T		
X	E	S	T	A	T	U	R	E	S	

Problème n° 20

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Verticalement :

1. Se « déchaînera » un jour ! 2. Daus-saut, Hersant et Cie en seront-ils encore les élus ? de vrais repaires de rapaces. 3. Gravement atteints. 4. Doit accrocher, de bas en haut : sigle. 5. Fait souvent le mur dans une caserne. 6. Halte, gare. 7. Rose ou noire selon l'humeur ; ce n'est plus un fief. 8. Canassons plutôt vaches. 9. Commence un édit. ; pronom ; a souvent tendance à monter en flottant. 10. Habitent un coffre-fort.

Sélection radio-TV

Samedi 2 avril à 20 h 30 sur Antenne 2, début du feuilleton : *Histoire de la grandeur et de la décadence de César Birotteau*.

Dimanche 3 avril à 16 h 55 sur FR 3 : *Le Siège de La Rochelle* dans la série les grandes batailles du passé. La soumission des protestants au pouvoir royal.

A 20 h 30, un film : *Antoine et Sébastien*. Deuxième film de Jean-Marie Périer, dans lequel il dirige son père François Périer.

A 22 h sur FR 3, cinéma de minuit : *L'imposteur* de Julien Duvivier, Pour ceux qui aiment Jean Gabin.

Lundi 4 avril à 20 h 30 sur FR 3, un film : *Un homme est passé*. Une excellente interprétation de Spencer Tracy.

Mercredi 6 avril à 20 h 30 sur FR 3, un film : *Les Bas Fonds* de Jean Renoir d'après une pièce de Maxime Gorki.

A 23 h sur Antenne 2 : *Juke Box*, Jacques Higelin.

Jeudi 7 avril à 15 h 15 sur Antenne 2, un film : *C'est arrivé demain* (1945) de René Clair : un récit humoristico-fantastique.

A 20 h 30 sur Antenne 2, un documentaire : *1936* ou la mémoire d'un peuple. Une émission de Françoise VERNY et Claude Santelli, en deux parties : l'espérance et l'agonie. Claude Santelli s'efforce, plus qu'à une analyse rigoureuse, à une recherche de ce grand temps d'espérance perdue : retrouver dans les mémoires les grandes images, les grandes émotions qui font de ce Front populaire triomphant, puis vite abattu, un mythe, un exemple à méditer, une aventure unique dans l'histoire française, un drame dont on n'a pas fini de démontrer les rouages. A voir absolument.

A 20 h 30 sur FR 3, un film : *Le vieux fusil* de Robert Enrico.

Vendredi 8 avril de 20 h à 21 h 30 sur France-Culture : *Les mémoires de l'Européenne Louise Weiss*. L'émission part du constat de la situation actuelle pour remonter à l'enfance de Louise Weiss née en 1893. Des idées que nous ne partageons pas, en particulier, qui concernent le présent, mais un grand témoin quand même.

A 20 h 30 sur Antenne 2 : *Un juge, un flic*. Une série de six épisodes qui se propose de traquer la fraude en tout genre, en ne s'arrêtant pas aux comparses. Premier épisode, *Un Fossé pour l'ombre*.

A 22 h 47, ciné-club : *Les verts pâturages*. Une religion qui n'est pas faite pour eux : la création du monde revu et corrigé par les Noirs, les anges noirs y chantent de magnifiques négro-spirituals. ■

il faut que ça change !

Venant de recevoir *TS* à l'instant, je tiens encore une fois à protester contre la présentation de la couverture. Celle du n° 735 atteint le sommet du ridicule !

Il vient d'y avoir une formidable poussée à gauche aux élections municipales, il faut dire et répéter que seule la mobilisation permettra des changements durables, sans trêve pré-électorale... et *TS* se permet de faire de l'humour avec un dessin sans signification.

Il y en a marre de ces dessins dans *TS* et surtout en couverture ; les numéros les plus réussis étaient ceux comportant des photos significatives, des slogans, des titres accrocheurs. Quel sens politique à la photo d'enfant dans un récent *TS* sur les municipales... ?

Si l'on veut que *TS* soit vendu, diffusé largement... et acheté il faut une « Une » qui accroche. Chaque fois que *TS* paraît j'entends la même litanie : « Ça donne pas envie de le vendre » ; alors il faudrait un peu que ça change ! Je signale que nous vendons régulièrement 20 numéros par semaine, dans les quartiers comme dans les entreprises, et que l'on pourrait faire beaucoup mieux. Il faudrait tenir compte un peu plus des lecteurs potentiels de *TS*, des lecteurs actuels aussi. Amitiés et bon courage.

Jacques DESIDERI ■

bébés phoques et bébés libanais

Dieu sait si j'ai la violence en horreur, et je ne voudrais pas, à ce sujet, entamer une polémique avec Madame Brigitte Bardot. Certes, le sort des bébés phoques est préoccupant ; la presse s'en mêle, ameute l'opinion publique. Ils ont de la chance, dans le fond, ces bébés phoques, beaucoup plus que les bébés libanais (et tant d'autres). Eux aussi souffrent, non seulement de violence, mais de faim, de froid, et le peu que la presse en dit n'attire pas suffisamment l'attention des lecteurs.

F. BARATELLI ■

des lacunes...

Lecteur de *Tribune socialiste*, avec quelques interruptions, depuis 1969, je prends aujourd'hui le temps de vous écrire. Tout d'abord, s'il est bien vrai que la formule actuelle marque une amélioration réelle, je tiens à soumettre à votre réflexion quelques remarques et suggestions.

Proche du PSU depuis longtemps, il me semble à nouveau que *TS* fait une place trop importante au tiers monde ; il serait dangereux d'en revenir une vision « tiers-mondiste » de l'histoire actuelle. Le n° 735 tient un record en la matière (Liban, Erythrée, Afrique et Argentine). Mais rien sur l'Italie où le mouvement étudiant

dérange beaucoup, rarement une information sur la social-démocratie au pouvoir en Europe du nord.

Enfin je pense que *TS* doit laisser une place plus importante à l'expression du courant socialiste, autogestionnaire ou non. La formule des « Tribunes de l'autogestion » est à reprendre et à amplifier — de bon nombre d'organisations, luttant pour le socialisme nous n'avons que des informations extérieures (reportage sur un congrès, relation de prise de position). Laissons leur la parole. La liste est longue mais je propose à votre réflexion : la CSCV, les paysans travailleurs, le MRJC, les CLAJ, le Syndicat de la magistrature, le Syndicat de la médecine générale...

En espérant que ces quelques remarques vous permettent de faire de *TS* un véritable outil au service de ces lecteurs.

Jean-Marc LAURENT ■

il faut le dire franchement

J'ai lu avec intérêt l'article de Michel Lentz paru dans *TS* (n° 734)

intitulé BP 5000. Inutile de vous dire que je partage entièrement son analyse, mais ce n'est pas à ce sujet que j'écris à *TS*. Ce qui m'incite à réagir est plutôt que cet article constitue le reflet d'une pratique de plus en plus courante, non seulement à *TS* mais aussi au PSU, touchant les luttes dans le secteur du cadre de vie : il s'agit de l'oubli — volontaire, je n'en doute pas — de mentionner, à côté de la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), non seulement l'existence mais aussi l'activité de la Confédération syndicale des familles (CSF) qui est aussi, qu'on le veuille ou non, une organisation syndicale de classe et qui se bat sur les mêmes terrains : consommation, santé, logement, école, loisirs, etc.

Je suis militant du PSU, mais aussi de la CSF ; de plus, je milite dans un département (la Loire-Atlantique) où la CSCV et la CSF ont une implantation semblable et sont d'égale force. Je connais des militants CSCV, mais je connais surtout de nombreux militants CSF, et pas seulement en Loire-Atlantique. Je sais aussi les grandes orientations de la CSCV, et encore mieux celles de la CSF.

Alors camarades, je ne sais pas si

je comprendrai un jour votre attitude. Car de deux choses l'une : soit la CSF est une organisation syndicale de classe, soit elle ne l'est pas. Si elle l'est, alors il est clair que « l'ignorer » est non seulement une attitude peu honnête, mais encore un peu mesquine à l'égard des militants qui s'y battent — et pas seulement ceux du PSU — et de toutes les familles de travailleurs qui lui font confiance. Si, au contraire, la CSF, n'est pas une organisation de classe, il faut le dire franchement... et s'expliquer. Pourquoi pas, à ce moment-là, ouvrir un débat dans les colonnes de *TS* ?

Pascal PICHON ■

section PSU La Rochelle au Nouvel Observateur

Les militants du PSU de La Rochelle se sont d'abord réjoui d'apercevoir le sigle de leur organisation — devenu fort rare dans les colonnes du *Nouvel observateur* — dans un article du n° 641 intitulé « Le joli vent de La Rochelle ». Mais lorsqu'ils ont appris qu'un de leurs conseillers municipaux se déclarait « radical de gauche avec des objectifs PSU », là ils ont franchement rigolé.

D'abord parce que la participation du PSU à la liste de Michel Crépeau a été refusée en particulier par le MRG et Crépeau lui-même, dont l'objectif essentiel a été d'avoir dans le futur conseil municipal sa « minorité de blocage », lui permettant une éventuelle dissolution : d'où 11 PC (le PC est ainsi nettement sous-représenté), 13 PS, et 10 MRG plus trois personnalités acquises au maire. Donc plus de place pour le PSU (mais voilà que les radicaux portent en eux le PSU !), pas plus que pour le CERES. « La tripe à gauche » — mais pas trop quand même.

Quant à la vision rose et mondaine de La Rochelle que l'on peut avoir à travers cet article, la section PSU aurait bien des choses à y rectifier : l'arbre-écologique ne doit pas cacher la forêt de problèmes. La publicité donnée à certaines réalisations — intéressantes, certes — ne doit pas laisser dans l'ombre la politique essentiellement tournée vers la petite bourgeoisie, commerçante surtout, clientèle électorale qu'il faut ménager.

Katia D. Kaupp sait-elle que lors de la grève des métallos de 76, la municipalité a accordé une aide matérielle à tous les ouvriers, grévistes ou non ? N'a-t-elle pas eu des échos sur la petite phrase prononcée par le maire au mois de décembre, lorsqu'une vague d'expulsions à Mireuil a amené une large mobilisation populaire : « dans une société normale la légalité doit être respectée » ? Sait-elle que les militants de la LCR qui vendaient *Rouge* dans une rue piétonnière se sont vus intimé l'ordre de ne pas stationner devant certains commerçants dont ils risquaient de cacher la vitrine ? Qu'une animation de rue sur le Chili prévue dans le cadre de la Quinzaine Amérique latine de la maison de quartier de Mireuil a été annulée sous prétexte que le maire risquait d'y perdre quelques suffrages ? ■

concours photo

Cette semaine Tribune Socialiste publie Pascal Rat, 12 ans, qui a pris cette photo lors d'une promenade scolaire. Comme quoi, où que vous soyez, et quel que soit votre âge le concours photo est à votre portée. ■



Souviens-toi
minette